PRESENTS :

DOUETTE Emmanuel, Député-Bourgmestre - Président ;
JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, DEGROOT Florence, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, Echevins ;
RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, VOLONT Sandrine, GERGAY Audrey, VOLONT Johan, DOSSOGNE François, MANTULET Mélanie, DEVILLERS Jean-Yves, FYON Thomas, Membres ;
DEBROUX Amélie, Directrice générale ;
OTER Pol, Président du CPAS ;
CARTILIER Coralie, SNYERS Amélie, Membres.

EXCUSES

Début de séance : 19h53

Séance publique

1. Informations

- Arrêtés de M. C. Collignon, Ministre des Pouvoirs Locaux, du :

- 26 avril 2023 approuvant la délibération du Conseil communal du 23 mars établissant, dès l'entrée en vigueur et pour une période expirant le 31 décembre 2025, une redevance annuelle fixant le droit d'entrée (ticket individuel scolaire et abonnement scolaire) au complexe aquatique "Plopsaqua Hannut-Landen ;
- 02 mai 2023 approuvant la modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal

- AGO de l'intercommunale SPI le mardi 27 juin 2023 à 18 heures à la Salle MILLAU – Génie civil – VAL BENOIT (quai Banning, 6 à 4000 LIEGE) => Les représentants sont Mmes Landauer et Mantulet et MM. Leclercq, Callut et Devillers.

- AGO de l'intercommunale ECETIA le mardi 27 juin 2023. Les représentants sont Mmes Désiront et Mantulet et MM. Jamar, Hougardy et Dassy.

2. Société régionale d'habitations sociales ou moyennes de Hesbaye « Le Home Waremmien » - Convocation aux assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 15 juin 2023 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (en abrégé, CDLD), et notamment les articles L 1122 - 30, L 1512 - 3 et L 1523 - 1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Ville à la société régionale d'habitations sociales ou moyennes de Hesbaye « Le Home waremmien » ;

Considérant la délibération du Conseil communal du 28 mai 2019, modifiée le 27 août 2020, désignant les représentants de la Ville au sein des assemblées générales de ladite société, à savoir Mesdames Carine Renson, Pascale Désiront-Jacqmin et Monsieur Martin Jamar ;

Considérant les statuts de la société régionale d'habitations sociales ou moyennes de Hesbaye « Le Home Waremmien » ;

Considérant le courrier du 8 mai 2023 de la Directrice-gérante et du Président du Conseil d'Administration, convoquant les assemblées générales ordinaire et extraordinaire pour le 15 juin 2023 à respectivement 17h30 et 18h30, à l'Hôtel de Ville de Waremmes, rue Joseph Wauters 2 à 4300 Waremmes ;

Considérant que l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire s'établit comme suit :

1. Désignation du secrétaire et de deux scrutateurs de séance ;
2. Approbation des comptes annuels 2022 et affectation du résultat ;
3. Approbation du rapport de gestion 2023 - Exercice 2022 ;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au réviseur ;
5. Ratification des Pertes de mandat - Démissions et désignations de nouveaux membres du Conseil d'Administration;
6. Révision des émoluments et jetons de présences - Intégration de l'indexation ;
7. Désignation du nouveau réviseur ;
8. Rapport de rémunération conformément à l'article L6421 du Code de la Démocratie Locale, année 2022 ;
9. Lecture du procès-verbal et approbation ;
- 10 Pouvoirs à conférer aux fins de continuité des activités de la société ;

Considérant que l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire s'établit comme suit :

1. Désignation du secrétaire et de deux scrutateurs de séance ;
2. Modification des statuts ;
 - 2.1. Rapport de l'organe d'administration justifiant la modification ;
 - 2.2. Passage de Société Coopérative à Responsabilité Limitée à Société Coopérative ;
 - 2.3. Changement de nom ;
 - 2.4. Modification de l'objet, des buts, de la finalité ou des valeurs de la société ;
 - 2.5. Autres adaptations de mises en conformité au CSA ;
3. Lecture du procès-verbal et approbation ;

Considérant que dès lors, le Conseil communal doit se prononcer sur tous les points de ces ordres du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient de soumettre au suffrage du Conseil communal tous les points de chaque ordre du jour des Assemblées générales de la société régionale d'habitations sociales ou moyennes de Hesbaye « Le Home waremmien »;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption de tous les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

De l'assemblée générale ordinaire

1. Désignation du secrétaire et de deux scrutateurs de séance

Le Conseil communal approuve la proposition de désignation du secrétaire (Mme la Directrice-gérante) et de deux scrutateurs de séance.

2. Approbation des comptes annuels 2022 et affectation du résultat

Le Conseil communal approuve la proposition des comptes annuels 2022 qui se clôturent par un boni de 504.597,15 euros, bénéfice de l'exercice à imputer sur les "réserves indisponibles" de la société pour 404.597,15 € et en bénéfice reporté de 100.000 €.

3. Approbation du rapport de gestion 2023 exercice 2022

Le Conseil communal approuve la proposition de rapport de gestion 2023 tel que présenté concernant l'exercice 2022.

4. Décharge à donner aux Administrateurs et au réviseur

Le Conseil communal approuve la proposition de donner décharge de gestion aux administrateurs et de sa mission de surveillance au réviseur.

5. Ratification des Pertes de mandat - démissions et désignations de nouveaux membres du Conseil d'Administration

Le Conseil communal approuve la proposition de ratification de la désignation décidée par le Conseil d'Administration et la prise de fonction d'administrateur de M. CUIJVERS Olivier à la date du 18 janvier 2023, en remplacement de M. MORDANT Philippe.

6. Révision des émoluments et jetons de présences - intégration de l'indexation

Le Conseil communal approuve la proposition de fixation des jetons de présence et émolument avec l'application de l'Index.

7. Désignation du nouveau réviseur

Le Conseil communal approuve la proposition de désignation du nouveau réviseur conformément à la proposition du Conseil d'Administration n°434 du 3 mai 2023 au point n°16.1.A de son ordre du jour.

8. Rapport de rémunération conformément à l'article L6421 du Code de la Démocratie Locale, année 2022

Le Collège communal prend acte du rapport de rémunération établi pour l'année 2022 et conformément à l'article L6421 du Code de la Démocratie Locale.

9. Lecture du procès-verbal et approbation

Le Conseil communal approuve la proposition de procès-verbal.

10. Pouvoirs à conférer aux fins de continuité des activités de la société

Le Conseil communal approuve la proposition de conférer tous pouvoirs au Directeur-Gérant pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

De l'assemblée générale extraordinaire

1. Désignation du secrétaire et de deux scrutateurs de séance

Le Conseil communal approuve la proposition de désignation du secrétaire (Mme la Directrice-gérante) et de deux scrutateurs de séance.

2. Modification des statuts

2.1. Rapport de l'organe d'administration justifiant la modification

Le Conseil communal approuve la proposition d'adaptation des statuts tels que repris ci-dessous.

2.2. Passage de Société Coopérative à Responsabilité Limitée à Société Coopérative

Le Conseil communal approuve la proposition de choix de la forme de société, c'est-à-dire "Société Coopérative" (SC).

2.3. Changement de nom

Le Conseil communal approuve la proposition de changement de nom de la SCRL "Home Waremmien" en "Habitat Solidaire de Hesbaye SC".

2.4. Modification de l'objet, des buts, de la finalité ou des valeurs de la société

Le Conseil communal approuve la proposition d'ajout de l'article 3 et d'adoption de l'objet, des buts, de la finalité ou des valeurs de la Société, ce nouvel article étant spécifique à la SC en conformité avec le CSA en y apportant les qualités requises à l'"idéal coopératif".

2.5. Autres adaptations de mises en conformité au CSA

Le Conseil communal approuve la proposition d'adoption des nouveaux statuts de la SLSP "Habitat Solidaire de Hesbaye SC".

3. Lecture du procès-verbal et approbation

Le Collège communal approuve la proposition du procès-verbal.

Article 2 - de transmettre la présente délibération à la société régionale d'habitations sociales ou moyennes de Hesbaye « Le Home Waremmien ».

3. Intercommunale "RESA" - Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 07 juin 2023 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (en abrégé, CDLD), et notamment les articles L 1122 - 30, L 1512 - 3 et L 1523 - 1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 novembre 2022 désignant les 5 délégués communaux aux assemblées générales de l'intercommunale "RESA", à savoir Mme Mantulet et MM. Leclercq, Hougardy, Callut et Devillers ;

Considérant qu'en effet, la Ville doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale "RESA" par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant les statuts de l'intercommunale "RESA" ;

Considérant le courrier du 2 mai 2023 adressé par la Présidente et le Directeur général du Conseil d'Administration de l'intercommunale "RESA" convoquant l'assemblée générale ordinaire pour le mercredi 7 juin 2023 à 17 heures 30' au siège social sis rue Ste Marie; 11 à 4000 Liège ;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée s'établit comme suit :

1. Rapport de gestion 2022 du Conseil d'Administration sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 ;
2. Approbation du rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
3. Approbation du rapport de rémunération 2022 du Conseil d'Administration établi conformément à l'article L6421-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
4. Rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 ;
5. Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31 décembre 2022 ;
6. Approbation de la proposition d'affectation du résultat ;
7. Exemption de consolidation ;
8. Décharge à donner aux Administrateurs pour leur gestion lors de l'exercice 2022 ;
9. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux comptes pour leur mission de contrôle lors de l'exercice 2022 ;
10. Rémunération des organes de gestion - Modalités ;
11. Pouvoirs.

Considérant que dès lors, le Conseil communal doit se prononcer sur tous les points de cet ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient de soumettre au suffrage du Conseil communal tous les points des l'ordre du jour de l'Assemblée générale de "RESA" ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption de tous les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

1. Rapport de gestion 202 du Conseil d'Administration sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022

Le Conseil communal approuve la proposition d'adoption du rapport de gestion 2022 et ses annexes portant sur l'exercice 2022 établis par le Conseil d'Administration en date du 26 avril 2023.

2. Approbation du rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Le Conseil communal prend connaissance de la proposition de rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5, alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et en approuve la proposition de contenu.

3. Approbation du rapport de rémunération 2023 du Conseil d'Administration établi conformément à l'article L6421-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Le Conseil communal prend connaissance de la proposition du rapport de rémunération 2022 du Conseil d'Administration établi conformément à l'article L6421-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en approuve la proposition de contenu.

4. Rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022

Le Conseil communal prend acte de la proposition de rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 et concluant en une opinion sans réserve sur lesdits comptes.

5. Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31 décembre 2022

Le Conseil communal approuve la proposition des comptes annuels de l'exercice 2022 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 26 avril 2023.

6. Approbation de la proposition d'affectation du résultat

Le Conseil communal approuve la proposition d'affectation du résultat telle qu'exprimée dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes statutaires de l'exercice 2022 se soldant sur une rémunération du capital d'un montant de 18.8 millions d'euros.

7. Exemption de consolidation

Le Conseil communal approuve la proposition d'exempter la Société de procéder à l'établissement et la publication de comptes consolidées pour les exercices 2022 et 2023 (à l'instar des exercices 2019, 2020 et 2021), étant donné que la Société est intégrée dans un ensemble plus grand, à savoir le groupe ENODIA.

8. Décharge à donner aux Administrateurs pour leur gestion lors de l'exercice 2022

Le Conseil communal approuve la proposition de donner décharge aux Administrateurs pour leur gestion lors de l'exercice 2022.

9. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux comptes pour leur mission de contrôle lors de l'exercice 2022

Le Conseil communal approuve la proposition de donner décharge au Contrôleur aux comptes pour sa mission de contrôle lors de l'exercice 2022, à savoir les cabinets Grant Thornton - Réviseurs d'entreprises SCRL de Berchem, et Rewise SCRL de Liège, rue des Venes, 151, 4020 Liège.

10. Rémunération des organes de gestion - Modalités

Le Conseil communal approuve la proposition de limiter le paiement des jetons de présence des membres du Conseil d'administration et du Comité d'audit sur base d'un procédé similaire à celui de la rémunération du Président et du Vice-Président. (Celles-ci sont attribuées à concurrence de 100% si le Président ou le Vice-Président est présent à 80% des séances des organes de gestion auxquelles sont tenus de participer les fonctions précitées. Si une absence non justifiée est constatée, la rémunération est amputée de 10% si l'intéressé est présent à moins de 80% des séances. Si la présence est inférieure à 70% ou à 50%, la retenue est respectivement de 30% ou de 60%.) Ces jetons étant versés par séance sur base de la présence effective des administrateurs, il est proposé de conditionner, à partir du 1er juillet 2023, le paiement des jetons de présence des administrateurs et des membres du Comité d'audit moyennant une présence effective supérieure ou égale à 80% de la durée de la séance concernée.

11. Pouvoirs

Le Conseil communal approuve la proposition de donner mandat, pour autant que de besoin au Directeur général, au Directeur comptable et à l'assistante de direction, chacun avec la faculté d'agir seul et le pouvoir de substitution, pour accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles relatives aux décisions adoptées lors de l'assemblée générale, y compris auprès du guichet d'entreprise, du greffe du tribunal de commerce compétent, de la banque - carrefour des entreprises, de la banque nationale de Belgique, du secrétariat social, de l'ONSS, de l'administration de la TVA, de l'administration des impôts sur le revenu et de toute administration, autorité, entité ou personne publique ou privée (y compris employés, clients, fournisseurs, débiteurs et créanciers).

Article 2 - de transmettre la présente délibération à l'intercommunale "RESA".

4. Mesure européenne LEADER - Dossier de candidature du GAL Meuse@Campagnes 2023-2027 - Approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, spécialement les articles L 1122-20, L1122-26 §1er et L1122-30 ;

Vu la circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions (M.B. 18.3.2008) ;

Vu les décisions du Collège communal du 1er septembre 2022 et du Conseil communal du 29 septembre 2022 relatives à la candidature LEADER 2023-2027 ;

Considérant que les communes se sont mises d'accord pour verser une part communale de 295.000,00 € répartie entre les communes avec une part fixe de 40 % divisée en 5 et le reste réparti selon le nombre d'habitants pour la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Local (SDL en abrégé) 2023-2027 si l'acte de candidature du GAL Meuse@Campagnes est reçu favorablement et que cette décision a été validée par le Conseil communal du 29 septembre 2022 ;

Considérant que suivant cette clé de répartition, les montants à engager par les communes seraient les suivants pour 4 ans :

- Andenne : 91.572,42 €
- Fernelmont : 43.434,81

- Wasseiges : 30.960,06 €
- Hannut : 64.930,30 €
- Eghezée : 64.102,41 €

Considérant que le GAL est un outil de développement territorial partagé par plusieurs communes qui concourt à affirmer le caractère multifonctionnel des zones rurales en y encourageant le développement durable ;

Considérant que l'action du GAL Meuse@Campagnes s'inscrit dans le Greendeal européen et dans les priorités de la Déclaration de Politique régionale (DPR en abrégé) ;

Considérant le travail réalisé par l'équipe du GAL Meuse@Campagnes et ses partenaires durant la programmation 2014-2020 étendue jusqu'à 2022 ;

Considérant qu'un nouvel appel à candidature a été lancé le 29 septembre 2022 pour la programmation 2023-2027 qui prendra place de début 2024 à fin 2027 et que les Communes d'Andenne, Eghezée, Fernelmont, Hannut et Wasseiges ont décidé de soutenir conjointement une candidature ;

Considérant que le territoire formé par les Communes d'Andenne, Eghezée, Fernelmont, Hannut et Wasseiges répond aux critères d'éligibilité du programme LEADER, à savoir être composé d'un minimum de 3 communes rurales et/ou semi-rurales contiguës comptant entre 20.000 et 80.000 habitants ;

Considérant que le budget maximum est de 1.785.000,00 € maximum ;

Considérant la constitution d'un partenariat privé public (PPP en abrégé), appelé « comité décisionnel » réunissant 4 membres privés et 2 membres publics par commune, ces derniers ayant été désignés par le Conseil communal ;

Considérant le diagnostic et les enjeux du territoire validés par le PPP le 16 novembre 2022 ;

Considérant l'appel à pré-projets lancé le 5 décembre 2022 et clôturé le 22 janvier 2023 dans le but de sélectionner les pré-projets répondant aux enjeux du territoire de la manière la plus pertinente afin qu'ils servent de base à la stratégie de développement local du GAL Meuse@Campagnes pour la future programmation 2023-2027 ;

Considérant que 76 pré-projets ont été soumis mais que seulement 68 étaient éligibles ;

Considérant l'évaluation et la sélection des pré-projets réalisées, selon une grille de critères définis, par le PPP le 09 février 2023 et le 16 février 2023 ;

Considérant les 7 groupes de travail qui se sont rencontrés entre le 1^{er} mars 2023 et le 18 avril 2023 pour élaborer les fiches projets ;

Considérant le projet de SDL validé par le PPP le 18 avril 2023 et ci-annexé ;

Considérant les 6 fiches-projets, hors coordination, rédigées par des groupes de travail et reprenant les projets soumis par les citoyens et incluses dans cette SDL :

- FP1 - Plus de nature, plus de liens : protéger et reconnecter
- FP2 - SmartGAL : un système d'information territoriale collaboratif au service de ses patrimoines et de la dynamique du territoire
- FP3 - Passé, présent, futur : valorisation touristique et ludique du patrimoine naturel et des mémoires collectives
- FP4 - Circuits-courts collaboratifs : la clé d'une autonomie alimentaire efficace et mutualisée !

- FP5 - Courts-circuits énergétiques : s'émanciper des énergies fossiles et limiter les émissions de CO2
- FP6 - Coordination du GAL

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de valider le projet de SDL élaboré par le GAL Meuse@Campagnes afin de permettre le dépôt officiel du dossier de candidature dans les délais impartis ;

Considérant que le projet de candidature LEADER doit être déposé pour le 21 avril 2023 et que les délibérations des Conseils communaux doivent être envoyées pour le 30 juin au plus tard ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1 - D'approuver la Stratégie de Développement Local élaborée par le Partenariat privé public et les 5 fiches projets, pour un montant de 1.784.980,00 €.

Article 2 - De charger l'ASBL GAL Meuse@Campagnes du dépôt du dossier de candidature.

Article 3 - De transmettre la présente à l'ASBL GAL Meuse@Campagnes.

PATRIMOINE

"Mme Florence Degroot entre en séance"

5. Projet d'aménagement cyclable rue Joseph Wauters (PiWaCy 2020/2021) - Acquisition d'un bien immeuble (Emprise n° 1) - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant sur la sélection des communes lauréates de l'appel à projet "Communes pilotes Wallonie cyclable 2020 " ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 de Monsieur le Ministre Philippe Henry portant sur l'octroi d'une subvention aux communes sélectionnées dans le cadre de cet appel à projet ;

Considérant le projet de la commune d'améliorer, dans le cadre de cet appel à projet, la mobilité active dans les rues Paul Brien et Joseph Wauters à travers l'aménagement de liaisons cyclo-piétonnes (chemins réservés F99a) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 approuvant l'avant-projet et le projet de cahier spécial des charges appelé à régir les travaux à entreprendre à ce propos ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 choisissant le mode de passation et fixant les conditions du marché public de travaux y afférent ;

Considérant qu' afin d'assurer la bonne exécution de ces travaux, il s'avère opportun pour la commune d'élargir l'assiette des deux voiries considérées et de procéder à l'acquisition d'emprises dans l'ensemble des propriétés privées jouxtant celles-ci ;

Considérant que ces propriétés sont constituées de parcelles de terrain de nature agricole ; que 27 emprises en pleine propriété et 27 emprises temporaires ("zone de travail") pour des contenances totales respectives de 42,30 ares et de 28,25 ares sont à réaliser ;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a été mandaté par le Collège communal aux fins de négocier l'acquisition de ces emprises auprès des divers propriétaires et exploitants concernés ;

Considérant le courrier du 21 octobre 2022, complété le 6 avril 2023, par lequel le Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège a informé la Ville de ce qu'un crédit de 45.950,00 €, à majorer de 10 % pour d'éventuels imprévus, était nécessaire à ses services pour réaliser l'ensemble de ces acquisitions ;

Considérant le plan des emprises à réaliser dressé en date du 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois ;

Considérant que le propriétaire-exploitant de l'emprise n° 1 à réaliser dans la parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters et cadastrée section B, n° 232/E a marqué son accord sur la vente de celle-ci aux conditions proposées par le Comité d'Acquisition d'immeubles ;

Considérant que dans ces circonstances, il serait de bonne gestion pour la Ville de procéder à l'acquisition du bien concerné à ces mêmes conditions ;

Considérant le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2022, sous l'article 124/711-60 (Projet 20210020), et ont été adaptés par voie de modification budgétaire n° 1/2023 adoptée ce jour ;

Considérant que l'avis favorable émis le 15 mai 2023 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 51 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 232/E P0000 pour une contenance totale de 1.342 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 1 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 30 mètres carrés.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,
- moyennant paiement au propriétaire du bien concerné, d'un prix de 550,00 €,
- et aux autres conditions prévues par le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération.

Article 3 - Le bien dont il est question à l'article 1er sera, dès son acquisition, versé dans le domaine public communal.

6. **Projet d'aménagement cyclable rue Joseph Wauters (PiWaCy 2020/2021) - Acquisition d'un bien immeuble (Emprise n° 3) - Décision**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant sur la sélection des communes lauréates de l'appel à projet "Communes pilotes Wallonie cyclable 2020 " ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 de Monsieur le Ministre Philippe Henry portant sur l'octroi d'une subvention aux communes sélectionnées dans le cadre de cet appel à projet ;

Considérant le projet de la commune d'améliorer, dans le cadre de cet appel à projet, la mobilité active dans les rues Paul Brien et Joseph Wauters à travers l'aménagement de liaisons cyclo-piétonnes (chemins réservés F99a) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 approuvant l'avant-projet et le projet de cahier spécial des charges appelé à régir les travaux à entreprendre à ce propos ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 choisissant le mode de passation et fixant les conditions du marché public de travaux y afférent ;

Considérant qu' afin d'assurer la bonne exécution de ces travaux, il s'avère opportun pour la commune d'élargir l'assiette des deux voiries considérées et de procéder à l'acquisition d'emprises dans l'ensemble des propriétés privées jouxtant celles-ci ;

Considérant que ces propriétés sont constituées de parcelles de terrain de nature agricole ; que 27 emprises en pleine propriété et 27 emprises temporaires ("zone de travail") pour des contenances totales respectives de 42,30 ares et de 28,25 ares sont à réaliser ;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a été mandaté par le Collège communal aux fins de négocier l' acquisition de ces emprises auprès des divers propriétaires et exploitants concernés ;

Considérant le courrier du 21 octobre 2022, complété le 6 avril 2023, par lequel le Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège a informé la Ville de ce qu'un crédit de 45.950,00 €, à majorer de 10 % pour d'éventuels imprévus, était nécessaire à ses services pour réaliser l'ensemble de ces acquisitions ;

Considérant le plan des emprises à réaliser dressé en date du 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils , rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois ;

Considérant que le propriétaire de l'emprise n° 3 à réaliser dans la parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters et cadastrée section B, n° 232/E a marqué son accord sur la vente de celle-ci aux conditions proposées par le Comité d'Acquisition d'immeubles ;

Considérant que l'exploitant du bien considéré a accepté de renoncer au bail à ferme qu'il détient sur celui-ci moyennant le paiement de l' indemnité de sortie proposée par le même Comité d'Acquisition d'Immeubles ; que cet accord emporte par ailleurs dans le chef de l'intéressé le renoncement au droit de préemption sur le bien lui conféré par la législation sur le bail à ferme ;

Considérant que dans ces circonstances, il serait de bonne gestion pour la Ville de procéder à l'acquisition du bien concerné à ces mêmes conditions ;

Considérant le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2022, sous l'article 124/711-60 (Projet 20210020), et ont été adaptés par voie de modification budgétaire n° 1/2023 adoptée ce jour ;

Considérant que l'avis favorable émis le 15 mai 2023 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 80 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 232/B P0000 pour une contenance totale de 4.850,00 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 3 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 44 mètres carrés.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,
- moyennant paiement :
 - au propriétaire du bien concerné, d'un prix de 700,00 €,
 - à l'exploitant du même bien, d'une indemnité de résiliation de bail à ferme d'un montant forfaitaire de 150,00 €,
- et aux autres conditions prévues par les projets d'acte authentique d'acquisition et de résiliation de bail annexés à la présente délibération.

Article 3 - Le bien dont il est question à l'article 1er sera, dès son acquisition, versé dans le domaine public communal.

7. Projet d'aménagement cyclable rue Joseph Wauters (PiWaCy 2020/2021) - Acquisition d'un bien immeuble (Emprise n° 4) - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant sur la sélection des communes lauréates de l'appel à projet "Communes pilotes Wallonie cyclable 2020 " ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 de Monsieur le Ministre Philippe Henry portant sur l'octroi d'une subvention aux communes sélectionnées dans le cadre de cet appel à projet ;

Considérant le projet de la commune d'améliorer, dans le cadre de cet appel à projet, la mobilité active dans les rues Paul Brien et Joseph Wauters à travers l'aménagement de liaisons cyclo-piétonnes (chemins réservés F99a) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 approuvant l'avant-projet et le projet de cahier spécial des charges appelé à régir les travaux à entreprendre à ce propos ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 choisissant le mode de passation et fixant les conditions du marché public de travaux y afférent ;

Considérant qu' afin d'assurer la bonne exécution de ces travaux, il s'avère opportun pour la commune d'élargir l'assiette des deux voiries considérées et de procéder à l'acquisition d'emprises dans l'ensemble des propriétés privées jouxtant celles-ci ;

Considérant que ces propriétés sont constituées de parcelles de terrain de nature agricole ; que 27 emprises en pleine propriété et 27 emprises temporaires ("zone de travail") pour des contenances totales respectives de 42,30 ares et de 28,25 ares sont à réaliser ;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a été mandaté par le Collège communal aux fins de négocier l' acquisition de ces emprises auprès des divers propriétaires et exploitants concernés ;

Considérant le courrier du 21 octobre 2022, complété le 6 avril 2023, par lequel le Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège a informé la Ville de ce qu'un crédit de 45.950,00 €, à majorer de 10 % pour d'éventuels imprévus, était nécessaire à ses services pour réaliser l'ensemble de ces acquisitions ;

Considérant le plan des emprises à réaliser dressé en date du 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils , rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois ;

Considérant que le propriétaire de l'emprise n° 4 à réaliser dans la parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters et cadastrée section B, n° 234/H a marqué son accord sur la vente de celle-ci aux conditions proposées par le Comité d'Acquisition d'immeubles ;

Considérant que l'exploitant du bien considéré a accepté de renoncer au bail à ferme qu'il détient sur celui-ci moyennant le paiement de l' indemnité de sortie proposée par le même Comité d'Acquisition d'Immeubles ; que cet accord emporte par ailleurs dans le chef de l'intéressé le renoncement au droit de préemption sur le bien lui conféré par la législation sur le bail à ferme ;

Considérant que dans ces circonstances, il serait de bonne gestion pour la Ville de procéder à l'acquisition du bien concerné à ces mêmes conditions ;

Considérant le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2022, sous l'article 124/711-60 (Projet 20210020), et ont été adaptés par voie de modification budgétaire n° 1/2023 adoptée ce jour ;

Considérant que l'avis favorable émis le 15 mai 2023 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 80 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 234/H P0000 pour une contenance totale de 1.170,00 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 4 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 44 mètres carrés.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,
- moyennant paiement :
 - au propriétaire du bien concerné, d'un prix de 700,00 €,
 - à l'exploitant du même bien, d'une indemnité de résiliation de bail à ferme d'un montant forfaitaire de 150,00 €,
- et aux autres conditions prévues par les projets d'acte authentique d'acquisition et de résiliation de bail annexés à la présente délibération.

Article 3 - Le bien dont il est question à l'article 1er sera, dès son acquisition, versé dans le domaine public communal.

8. Projet d'aménagement cyclable rue Joseph Wauters (PiWaCy 2020/2021) - Résiliation partielle de bail emphytéotique (Emprises n° 5 à 8) - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant sur la sélection des communes lauréates de l'appel à projet "Communes pilotes Wallonie cyclable 2020 " ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 de Monsieur le Ministre Philippe Henry portant sur l'octroi d'une subvention aux communes sélectionnées dans le cadre de cet appel à projet ;

Considérant le projet de la commune d'améliorer, dans le cadre de cet appel à projet, la mobilité active dans les rues Paul Brien et Joseph Wauters à travers l'aménagement de liaisons cyclo-piétonnes (chemins réservés F99a) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 approuvant l'avant-projet et le projet de cahier spécial des charges appelé à régir les travaux à entreprendre à ce propos ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 choisissant le mode de passation et fixant les conditions du marché public de travaux y afférent ;

Considérant qu' afin d'assurer la bonne exécution de ces travaux, il s'avère opportun pour la commune d'élargir l'assiette des deux voiries considérées et de procéder à l'acquisition d'emprises dans l'ensemble des propriétés privées jouxtant celles-ci ;

Considérant que ces propriétés sont constituées de parcelles de terrain de nature agricole ; que 27 emprises en pleine propriété et 27 emprises temporaires ("zone de travail") pour des contenances totales respectives de 42,30 ares et de 28,25 ares sont à réaliser ;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a été mandaté par le Collège communal aux fins de négocier l' acquisition de ces emprises auprès des divers propriétaires et exploitants concernés ;

Considérant le courrier du 21 octobre 2022, complété le 6 avril 2023, par lequel le Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège a informé la Ville de ce qu'un crédit de 45.950,00 €, à majorer de 10 % pour d'éventuels imprévus, était nécessaire à ses services pour réaliser l'ensemble de ces acquisitions ;

Considérant le plan des emprises à réaliser dressé en date du 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils , rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois ;

Considérant que l'emphytéote des biens (communaux) concernés par les emprises n° 5 à n° 8 à réaliser dans les parcelles de terrains sises rue Joseph Wauters et cadastrées section B, n° 330/B, n° 353/C, n° 353/D et n° 354/B a marqué son accord sur la résiliation partielle de son bail emphytéotique aux conditions proposées par le Comité d'Acquisition d'immeubles ;

Considérant que dans ces circonstances, il serait de bonne gestion pour la Ville de procéder à la résiliation partielle de ce même bail emphytéotique à ces mêmes conditions ;

Considérant le projet d'acte authentique de résiliation partielle de bail emphytéotique annexé à la présente délibération ;

Considérant que l'avis favorable émis le 15 mai 2023 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide de résilier partiellement le bail emphytéotique susmentionné conclu le 19 mars 2021 avec l'Asbl " Hannut Hockey Club" en ce qu'il concerne les biens suivants :

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 260 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 354/B P0000 pour une contenance totale de 8.752 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 5 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 195 mètres carrés,

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 130 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 353/D P0000 pour une contenance totale de 3.142 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 6 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 73 mètres carrés,

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 35 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 353/C P0000 pour une contenance totale de 886 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 7 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 20 mètres carrés,

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 9 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Joseph Wauters, au lieu-dit "Au Chemin de Poucet", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 330/B P0000 pour une contenance totale de 7.106 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 8 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 5 mètres carrés,

Article 2 - La résiliation partielle de bail emphytéotique dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,

- à titre gratuit,
- et aux autres conditions prévues par le projet d'acte de résiliation de bail emphytéotique annexé à la présente délibération.

Article 3 - Les biens dont il est question à l'article 1er seront, dès la résiliation du bail emphytéotique, versés dans le domaine public communal.

9. Projet d'aménagement cyclable rue Paul Brien (PiWaCy 2020/2021) - Acquisition d'un bien immeuble (Emprise n° 22) - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant sur la sélection des communes lauréates de l'appel à projet "Communes pilotes Wallonie cyclable 2020 " ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 de Monsieur le Ministre Philippe Henry portant sur l'octroi d'une subvention aux communes sélectionnées dans le cadre de cet appel à projet ;

Considérant le projet de la commune d'améliorer, dans le cadre de cet appel à projet, la mobilité active dans les rues Paul Brien et Joseph Wauters à travers l'aménagement de liaisons cyclo-piétonnes (chemins réservés F99a) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 approuvant l'avant-projet et le projet de cahier spécial des charges appelé à régir les travaux à entreprendre à ce propos ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 choisissant le mode de passation et fixant les conditions du marché public de travaux y afférent ;

Considérant qu' afin d'assurer la bonne exécution de ces travaux, il s'avère opportun pour la commune d'élargir l'assiette des deux voiries considérées et de procéder à l'acquisition d'emprises dans l'ensemble des propriétés privées jouxtant celles-ci ;

Considérant que ces propriétés sont constituées de parcelles de terrain de nature agricole ; que 27 emprises en pleine propriété et 27 emprises temporaires ("zone de travail") pour des contenances totales respectives de 42,30 ares et de 28,25 ares sont à réaliser ;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a été mandaté par le Collège communal aux fins de négocier l' acquisition de ces emprises auprès des divers propriétaires et exploitants concernés ;

Considérant le courrier du 21 octobre 2022, complété le 6 avril 2023, par lequel le Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège a informé la Ville de ce qu'un crédit de 45.950,00 €, à majorer de 10 % pour d'éventuels imprévus, était nécessaire à ses services pour réaliser l'ensemble de ces acquisitions ;

Considérant le plan des emprises à réaliser dressé en date du 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils , rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois ;

Considérant que le propriétaire-exploitant de l'emprise n° 22 à réaliser dans la parcelle de terrain sise rue Paul Brien et cadastrée n° 239/A a marqué son accord sur la vente de celle-ci aux conditions proposées par le Comité d'Acquisition d'immeubles ;

Considérant que dans ces circonstances, il serait de bonne gestion pour la Ville de procéder à l'acquisition du bien concerné à ces mêmes conditions ;

Considérant le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2022, sous l'article 124/711-60 (Projet 20210020), et ont été adaptés par voie de modification budgétaire n° 1/2023 adoptée ce jour ;

Considérant que l'avis favorable émis le 15 mai 2023 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 419 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Paul Brien au lieu-dit "Sous la Ville", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section B, numéro 230/A P0000 pour une contenance totale de 49.712 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 22 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 496 mètres carrés.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,
- moyennant paiement au propriétaire-exploitant du bien concerné, d'un prix de 5.900,00 €, et sous réserve de l'approbation par les autorités de tutelle de la commune, des crédits y afférents inscrits par voie de modification budgétaire n° 1 adoptée ce jour au budget communal pour l'exercice 2023,
- et aux autres conditions prévues par le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération.

Article 3 - Le bien dont il est question à l'article 1er sera, dès son acquisition, versé dans le domaine public communal.

10. Projet d'aménagement cyclable rue Paul Brien (PiWaCy 2020/2021) - Acquisition d'un bien immeuble (Emprise n° 25) - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 portant sur la sélection des communes lauréates de l'appel à projet "Communes pilotes Wallonie cyclable 2020 " ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2021 de Monsieur le Ministre Philippe Henry portant sur l'octroi d'une subvention aux communes sélectionnées dans le cadre de cet appel à projet ;

Considérant le projet de la commune d'améliorer, dans le cadre de cet appel à projet, la mobilité active dans les rues Paul Brien et Joseph Wauters à travers l'aménagement de liaisons cyclo-piétonnes (chemins réservés F99a) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 approuvant l'avant-projet et le projet de cahier spécial des charges appelé à régir les travaux à entreprendre à ce propos ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 choisissant le mode de passation et fixant les conditions du marché public de travaux y afférent ;

Considérant qu' afin d'assurer la bonne exécution de ces travaux, il s'avère opportun pour la commune d'élargir l'assiette des deux voiries considérées et de procéder à l'acquisition d'emprises dans l'ensemble des propriétés privées jouxtant celles-ci ;

Considérant que ces propriétés sont constituées de parcelles de terrain de nature agricole ; que 27 emprises en pleine propriété et 27 emprises temporaires ("zone de travail") pour des contenances totales respectives de 42,30 ares et de 28,25 ares sont à réaliser ;

Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a été mandaté par le Collège communal aux fins de négocier l' acquisition de ces emprises auprès des divers propriétaires et exploitants concernés ;

Considérant le courrier du 21 octobre 2022, complété le 6 avril 2023, par lequel le Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège a informé la Ville de ce qu'un crédit de 45.950,00 €, à majorer de 10 % pour d'éventuels imprévus, était nécessaire à ses services pour réaliser l'ensemble de ces acquisitions ;

Considérant le plan des emprises à réaliser dressé en date du 30 mai 2022, et complété le 31 janvier 2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils , rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois ;

Considérant que le propriétaire de l'emprise n° 25 à réaliser dans la parcelle de terrain sise rue Paul Brien et cadastrée section A n° 1/B a marqué son accord sur la vente de celle-ci aux conditions proposées par le Comité d'Acquisition d'immeubles ;

Considérant que l'exploitant du bien considéré a accepté de renoncer au bail à ferme qu'il détient sur celui-ci moyennant le paiement de l' indemnité de sortie proposée par le même Comité d'Acquisition d'Immeubles ; que cet accord emporte par ailleurs dans le chef de l'intéressé le renoncement au droit de préemption sur le bien lui conféré par la législation sur le bail à ferme ;

Considérant que dans ces circonstances, il serait de bonne gestion pour la Ville de procéder à l'acquisition du bien concerné à ces mêmes conditions ;

Considérant le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2022, sous l'article 124/711-60 (Projet 20210020), et ont été adaptés par voie de modification budgétaire n° 1/2023 adoptée ce jour ;

Considérant que l'avis favorable émis le 15 mai 2023 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Emprise en pleine propriété d'une contenance mesurée de 69 mètres carrés à prendre dans une parcelle de terrain sise rue Paul Brien au lieu-dit "Sous la Ville", cadastrée comme "terre", 1ère Division, section A, numéro 1/B P0000 pour une contenance totale de 2.859 mètres carrés, telle que cette emprise figure sous hachuré et numéro 25 au plan dressé le 30 mai 2022, et complété le 31 janvier

2023, par le Bureau d'études Bernard Bodson, Cabinet de géomètres-experts immobiliers et d'ingénieurs-conseils, rue H. Delfosse, 8 à 4610 Queue-Du-Bois, ledit plan reprenant également une "zone de travail" sous hachuré pointillé d'une contenance de 63 mètres carrés.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,
- moyennant paiement :
 - au propriétaire du bien concerné, d'un prix de 600,00 €,
 - à l'exploitant du même bien, d'une indemnité de résiliation de bail à ferme d'un montant forfaitaire de 150,00 €,
- et aux autres conditions prévues par les projets d'actes authentiques d'acquisition et de résiliation de bail annexés à la présente délibération.

Article 3 - Le bien dont il est question à l'article 1er sera, dès son acquisition, versé dans le domaine public communal.

11. Acquisition d'un bien immeuble sis Vieille Voie de Liège - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la circulaire ministérielle du 23 juillet 2016 portant sur les opérations immobilières des communes ;

Considérant qu'en date du 6 juin 2003, le Collège communal a délivré un permis d'urbanisme référencé P.B. n° 33/03 pour la construction d'une habitation sur un bien sis Vieille Voie de Liège, et cadastré 1ère division, section B, n° 1040 R3/pie ;

Considérant que ce permis a été délivré à l'époque sous la condition d'une cession gratuite à la commune, avant l'entame de la construction de l'habitation, d'une emprise devant être affectée dans le domaine public communal en vue de son aménagement en zone trottoir ;

Considérant que par suite d'une erreur administrative, la commune a tacitement autorisé le titulaire du permis à procéder à l'ouverture de son chantier sans exiger préalablement la rétrocession gratuite de cette emprise ;

Considérant qu'il serait de bonne gestion pour la commune, afin d'assurer la bonne circulation et la sécurité des usagers des trottoirs de la Vieille Voie de Liège, de procéder aujourd'hui à l'acquisition de cette emprise et à son aménagement en trottoir ;

Considérant que les propriétaires du bien considéré sont disposés à en céder la propriété moyennant une juste indemnisation qui comprendrait la valeur du terrain à céder ainsi que le cout lié au déplacement de la clôture et des plantations qu'ils y ont aménagées depuis leur installation ; qu'ils ont fixé le prix de cette indemnisation à une somme de 5.150,00 €, en ce compris un montant de 2.150,00 € sollicité pour l'acquisition des matériaux et plantations à réinstaller dans leur propriété ;

Considérant qu'en date du 2 août 2011, le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège a évalué à un montant de 2.820,00 € la valeur vénale du terrain à acquérir par la commune, sur base d'une contenance mesurée à l'époque de 37 m² ;

Considérant le plan de mesurage dressé en date du 8 novembre 2022 par Monsieur Paul Grégoire, géomètre-expert immobilier à Hannut ;

Considérant qu'il ressort de ce plan de mesurage que le bien considéré présente aujourd'hui une contenance de 28 m² ;

Considérant que le Conseil communal estime que le montant demandé par les intéressés pour se dessaisir de leur bien est justifié au regard des prix pratiqués aujourd'hui sur les marchés de l'immobilier, des matériaux de construction et des plantations extérieures ;

Considérant le projet d'acte authentique annexé à la présente délibération et proposé par le Comité d'acquisition d'immeubles de Liège ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023, sous l'article 124/711-60 (Projet 20230043) ;

Considérant que l'avis du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas remis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Emprise d'une contenance mesurée de 28 m², à distraire d'une parcelle sise à front de la Vieille Voie de Liège, cadastrée comme "terrain à bâtir", section B, numéro 1040R3 P0000 pour une contenance totale de 1.324 m², emprise à laquelle l'identifiant parcellaire B 1040 Z3 a été attribué, et telle cette emprise figure sous teinte orange sur le plan de division dressé le 8 novembre 2022 par Monsieur Paul Grégoire, géomètre-expert immobilier à 4280 Hannut.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique,
- moyennant paiement d'un prix de 5.150,00 euros,
- et aux autres conditions prévues au projet d'acte annexé à la présente délibération.

Article 3 - Le bien dont il est question à l'article 1er sera, dès son acquisition, versé dans le domaine public communal.

12. Octroi d'une subvention directe en numéraire au mouvement de jeunesse " Unité Scout de Hannut " - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Considérant le courrier du 17 février 2023 adressé par le Collège communal aux mouvements de jeunesse hannutois concernant les possibilités d'obtenir une subvention communale pour l'organisation de transports inhérents aux camps d'été ;

Considérant la demande introduite le 24 avril 2023 par l'Unité Scoute de Hannut sollicitant une subvention dans le cadre du transport du matériel de son camp annuel 2023 pour la section "Éclaireurs" ;

Considérant que les activités développées par l' Unité Scoute de Hannut poursuivent un intérêt public (en ce que de par l'action et l'apprentissage, elle développe un lieu d'ouverture, de participation et de citoyenneté active pour les enfants et les adolescents) et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans les domaines associatif et éducatif ;

Considérant que l'Unité Scoute de Hannut ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment par la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 761/332-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - D'octroyer au mouvement de jeunesse " l' Unité Scoute de Hannut " une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 1.300,00 € (mille trois cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente au transport du matériel nécessaire à son camp annuel 2023 pour la section "Éclaireurs" ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à l'engagement de ces dépenses ;
 - sur production des pièces justificatives afférentes à ces dépenses.

Article 2 - Le mouvement de jeunesse " l' Unité Scoute de Hannut " devra rembourser la subvention octroyée dans le cas où il :

- ne rentrerait pas les pièces justifiant l'utilisation de la subvention lui accordée pour le 31 décembre 2023
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention octroyée aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

**13. Octroi d'une subvention directe en numéraire au mouvement de jeunesse "Guides de Hannut"
- Décision et conditions d'octroi**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Considérant le courrier du 17 février 2023 adressé par le Collège communal aux mouvements de jeunesse hannutois concernant les possibilités d'obtenir une subvention communale pour l'organisation de transports inhérents aux camps d'été ;

Considérant les demandes introduites le 29 mars 2023 et le 05 avril 2023 par le mouvement de jeunesse " Guides de Hannut " sollicitant une subvention dans le cadre du transport du matériel nécessaire à ses camps annuels 2023 pour les sections " Wangari " et " Athéna " ;

Considérant que les activités développées par le mouvement de jeunesse " Guides de Hannut " poursuivent un intérêt public (en ce que de par l'action et l'apprentissage, il développe un lieu d'ouverture, de participation et de citoyenneté active pour les enfants et les adolescents) et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans les domaines associatif et éducatif ;

Considérant que le mouvement de jeunesse " Guides de Hannut " ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment et ne doivent pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment par la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 761/332-02 ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - D'octroyer au mouvement de jeunesse " Guides de Hannut" une subvention directe en numéraire d'un montant de 2.000,00 € (deux mille euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente au transport du matériel nécessaire aux camps annuels 2023 pour les sections "Athéna" et "Wangari" ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à l'engagement de ces dépenses ;
 - sur production des pièces justificatives afférentes à ces dépenses.

Article 2 - Le mouvement de jeunesse " Guides de Hannut " devra rembourser la subvention octroyée dans le cas où il :

- ne rentrerait les pièces justifiant l'utilisation de la subvention lui accordée pour le 31 décembre 2023
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention octroyée aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

SPORTS

"M. Didier Hourgardy entre en séance"

14. Convention d'occupation d'une infrastructure sportive sise à Hannut - Centre - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1222-2 ;

Considérant que la commune est propriétaire de différents biens immeubles sis à Hannut-Centre, formant ensemble une infrastructure sportive destinée à la pratique du football, et comprenant plusieurs aires de jeux et un bâtiment avec cafétéria, vestiaires et locaux de rangement ;

Considérant que ces biens sont plus précisément situés Avenue de Thouars, n° 20, et sont cadastrés sous Hannut, 1ère Division (Hannut), Section A, n° 239/H pie, n° 240/R, n° 247/D pie, n° 248/E (anciennement n° 248/c) et n° 255/A ;

Considérant que la commune est par ailleurs locataire de deux parcelles de terrain comprises dans le périmètre de l'infrastructure sportive considérée et cadastrées sous les numéros 150/c pie et n° 257/f, et étant la propriété du CPAS de Hannut ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 24 octobre 2013 décidant la mise à disposition des différents biens précités à l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois - en abrégé RFCHJ ", enregistrée sous le numéro 0536.822.645 à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

Considérant la convention d'occupation de type " Installation sportive " conclue en date du 8 novembre 2013 avec la dite Asbl en exécution de la délibération susmentionnée du 24 octobre 2013 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 octobre 2018 décidant d'accorder à l'Asbl "Tennis Club Hannutois" un droit d'emphytéose portant sur différentes parcelles de terrain, et notamment sur une partie de la parcelle de terrain cadastrée n° 248/c partie mise à disposition de l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois par la délibération susmentionnée du Conseil communal 24 octobre 2013 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 octobre 2020 décidant d'acquérir différentes parcelles de terrain sises Avenue Paul Brien, et cadastrées 1ère Division (Hannut), Section A, n° 237/h, n° 238/p et n° 239/g ;

Considérant que ces parcelles de terrain ont, à la suite de leur acquisition, été re-cadastrées sous les n° 879/a, n° 879/b, n° 897/c, n° 879/d et n° 879/e ;

Considérant que la parcelle de terrain cadastrée n° 879/b a été acquise à l'époque en vue de son incorporation dans l'infrastructure sportive mise à disposition de l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois ", avec l'objectif d'y aménager de nouvelles aires de jeu ;

Vu la délibération du Conseil communal de ce jour décidant d'accorder à l'Asbl " Padel Hannut " un droit de superficie sur une partie de la parcelle de terrain cadastrée n° 247/d mise à disposition de l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois par la délibération susmentionnée du Conseil communal 24 octobre 2013 ;

Considérant qu'il convient, par suite des délibérations susmentionnées du Conseil communal du 24 octobre 2018, du 22 octobre 2020 et du 25 mai 2023, de reconsidérer le périmètre de l'infrastructure sportive mise à disposition de l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois et de modifier en conséquence la convention d'occupation conclue avec celle-ci le 24 octobre 2013 ;

Considérant les statuts de l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois " annexés à la présente délibération ;

Considérant le procès-verbal de la réunion de la Commission communale des Sports et de la Jeunesse du 16 mai 2023 ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas remis d'avis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - La commune procèdera à la mise à disposition des biens suivants :

- terrains et infrastructures sportives sis à Hannut, au lieu-dit « Derrière la Ville », et cadastrés Hannut, 1^{ère} Division, Section A, n° 239/H pie, n° 240/R, n° 247/D pie, n° 248/E, n° 255/A et n° 879/B,
- terrains sis à Hannut, au lieu-dit « Derrière la Ville », et cadastrés Hannut, 1^{ère} Division, Section A, n° 150/C pie et n° 257/F,

et tels que délimités sous liseré bleu aux plans annexés à la présente délibération

Article 2 - La mise à disposition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- de gré à gré ;

- moyennant le paiement par l'occupant du bien considéré d'une indemnité d'occupation unique et forfaitaire d'un montant de 1 (un) euro ;
- et aux autres conditions énoncées dans le projet de convention d'occupation reproduit ci-dessous :

<p>CONVENTION D'OCCUPATION</p> <p>Infrastructure sportive</p>

Entre les

soussignés :

- de première part, la **Ville de HANNUT**, représentée par Mr Emmanuel DOUETTE, Bourgmestre, assisté de Mme Amélie DEBROUX, Directrice générale, agissant :

- en exécution d'une délibération du Conseil Communal en date du 25 mai 2023,
- et en vertu de l'article L 1132-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

et dénommée ci-après "le propriétaire" ;

- et de seconde part, **L'ASBL « Ecole des jeunes du Royal Football Club Hannutois » ou en abrégé « RFCHJ »**, dont le siège social est fixé à Hannut, rue Neuve, n° 21 à 4280 HANNUT, enregistrée à la Banque Carrefour des entreprises sous le n° 0536.822.645, et dont les statuts ont été publiés au Moniteur Belge en date du 31 juillet 2013, représentée par ;

et dénommée ci-après "le preneur",

Il est convenu ce qui suit :

1. OBJET

Le propriétaire autorise le preneur à occuper les biens suivants :

- terrains et infrastructures sportives sises à Hannut, avenue de Thouars, n° 6, au lieu-dit « Derrière la Ville », et cadastrés Hannut, 1^{ère} Division, Section A, n° 150/C pie, n° 239/H pie, n° 240/R, n° 247/D pie, n° 248/E, n° 255/A, n° 257/F et n° 879/B, et tels que délimités sous liseré bleu aux plans annexés à la présente convention (annexe 1).

et désignés dans la présente convention sous les termes "le bien".

Il est précisé :

- que les parcelles cadastrées n° 150/C pie et n° 257/F ci-dessus mentionnées sont des biens appartenant au Centre Public d'Action Sociale de Hannut et mis à disposition de la Ville de Hannut à titre précaire et révocable ; celle-ci s'oblige vis-à-vis du preneur à lui garantir la mise à disposition de ces deux parcelles pendant toute la durée de la présente convention,
- qu'en exécution d'une délibération de son Conseil communal adoptée le 28 avril 2011, le propriétaire a conclu une convention avec l'Asbl « Centre Médical Hélicoptère de Bra-Sur-Lienne » portant sur l'utilisation des aires de jeux du RFC Hannutois, et plus précisément du terrain principal, comme point de pose de nuit pour l'hélicoptère de cette association ; le preneur s'engage à éviter tout acte ou utilisation du bien qui affecterait la bonne exécution de cette convention.

2. DUREE

L'autorisation d'occupation est accordée pour une durée de neuf (9) années à partir du 1^{er} juillet 2023 ; elle est renouvelable tacitement pour une même période, à défaut d'un préavis signifié par l'une ou l'autre partie au minimum un an avant son échéance.

Le propriétaire pourra mettre fin à tout moment à la présente convention :

- *de plein droit, en cas de dissolution du preneur (ou de modification de sa personnalité juridique) ou si celui-ci fait l'objet d'un jugement de faillite ou devient insolvable, ou fait l'objet de toute autre procédure tombant sous le champ d'application des législations lui applicables,*
- *dans les autres cas suivants, et après avoir donné l'opportunité au preneur de réparer son manquement ou d'entreprendre les démarches nécessaires dans le délai raisonnable qui lui sera fixé par le propriétaire, et qui prendra cours à la date de réception d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception :*
 - *le preneur se rend coupable de faits contraires à la loi ou aux bonnes mœurs, ou tolérerait de tels faits dans le bien ;*
 - *le preneur ne respecte pas les obligations légales imposées aux associations sans but lucratif (conformité des statuts, publications au Moniteur Belge, dépôts au Greffe du Tribunal, ...) ;*
 - *en cas de manquements graves aux obligations imposées dans la présente convention.*

Le preneur aura la faculté de mettre fin à tout moment à la présente convention moyennant un préavis d'un an envoyé par lettre recommandée.

3. INDEMNITE D'OCCUPATION

L'indemnité d'occupation est fixée à un montant unique et forfaitaire de un (1,00) euro, payable par virement au compte numéro BE54 0910 0042 3997 avant la date qui sera fixée par le propriétaire.

4. DESTINATION

Le bien sera affecté à l'usage exclusif de la pratique du football, en ce compris l'organisation de toute activité en lien avec cette pratique (souper, réunions diverses, ...) ; tout changement de destination auquel le propriétaire n'aurait pas préalablement donné son autorisation par écrit pourra entraîner la rupture immédiate de la présente convention aux torts du preneur.

Aucune autre association autre que le preneur ne pourra avoir son siège social à l'adresse du bien ; aucune personne physique ne pourra être autorisée à y établir sa résidence principale.

L'accès et l'utilisation du bien pourront, selon ses disponibilités et des modalités à convenir entre les parties intéressées, être accordés par le preneur à tout autre club de football de l'entité ainsi qu'à toute association locale structurée (comité de village, comité scolaire ou autre association locale ...), étant entendu à ce propos que tout litige ou toute difficulté pouvant survenir concernant ces occupations par ces tiers sera soumis au pouvoir discrétionnaire du propriétaire, représenté par le Collège communal.

5. ETAT DES LIEUX

Le bien est mis à disposition dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur, qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails, et qui ne demande pas de plus amples descriptions.

Un état des lieux d'entrée contradictoire dressé préalablement à l'entrée en vigueur de la présente convention est annexé (annexe 2).

Un état des lieux de sortie sera dressé par les parties dans le courant du mois précédant la fin de la durée de la présente convention, à son échéance, ainsi qu'après chaque exécution de travaux importants qui auraient été autorisés par le propriétaire conformément à l'article 8 ; le preneur devra,

à l'échéance de la présente convention, rendre le bien tel qu'il a reçu suivant l'état des lieux d'entrée, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure.

6. CONDITIONS DE JOUISSANCE

Le propriétaire ne contracte aucune obligation en vertu de la présente convention, hormis celles prévues par celle-ci ; il ne pourra en aucun cas être tenu responsable des vols, dommages ou tout autre risque et actes délictueux qui surviendraient dans le bien.

Le preneur veillera, pour l'organisation de toute manifestation dans le bien (réceptions, tournois, souper, ...) à respecter à tout moment la législation relative à la pollution sonore et au tapage nocturne et à obtenir le cas échéant les autorisations requises par celle-ci ou par toute autre disposition légale ou réglementaire, et notamment par le Règlement Général de Police de la Ville de Hannut ; il prendra en outre toute mesure utile visant à éviter les réclamations des riverains.

Le preneur doit permettre en tous temps l'accès au bien au propriétaire ou à ses préposés, architectes, entrepreneurs, ouvriers ou à toute autre personne désignée par lui, aux fins de vérifier l'état du bien, le respect des clauses de la présente convention ou de procéder aux inspections et réparations nécessaires, et ce moyennant un préavis de 48 heures, sauf cas d'urgence.

Le preneur s'engage à permettre au propriétaire d'organiser dans le bien, pour ses besoins propres et à des conditions à convenir (notamment pour ce qui concerne la prise en charge des charges d'occupation y afférente) et en accord de programme avec lui, toute réunion, manifestation ou autre occupation qu'il pourrait souhaiter (exemple : tenue d'un bureau de vote, rencontre citoyenne, activité scolaire ...); il s'engage également à permettre au propriétaire de disposer du bien dans le cadre de la mise en œuvre éventuelle du Plan Général d'Urgence d'Intervention (PGUI).

Il est encore précisé que :

- par un acte notarié du 15 juin 2023, le propriétaire a concédé à l'Asbl « Padel Hannut », enregistrée sous le numéro 0787.190.632 à la Banque-Carrefour des Entreprises, un droit de superficie d'une durée de 35 ans sur une partie (délimitée sous liseré rouge sur les plans annexés) de la parcelle cadastrée n° 247/D, en vue d'y ériger une infrastructure destinée à la pratique du Padel,
- cet acte, auquel est intervenu le preneur, a établi une servitude de passage sur la parcelle cadastrée n° 248/E devant permettre à ses utilisateurs d'accéder à cette infrastructure (annexe 1),
- le preneur s'engage à entretenir en tous temps des relations de bon voisinage avec l'Asbl « Padel Hannut » et les utilisateurs de l'infrastructure et à éviter tout acte ou utilisation du bien qui pourrait nuire à la bonne et paisible utilisation de celle-ci ;
- tout litige ou toute difficulté qui pourrait survenir dans ces relations entre les deux parties sera soumis par la partie la plus diligente au pouvoir discrétionnaire du propriétaire, représenté par le Collège communal.

7. REPARATIONS, TRAVAUX ET ENTRETIENS

Les obligations du propriétaire et du preneur sont dictées par les principes généraux suivants ; pour régler tout litige éventuel qui pourrait survenir entre eux à ce propos, ils pourront se référer à la liste non exhaustive (annexe 3) des réparations et des entretiens à charge des parties adoptée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2018 exécutant le Décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, ou de toute autre disposition légale qui viendrait le remplacer.

Sont à charge du propriétaire :

- les grosses réparations (exemples : remplacement de la chaudière, des compteurs d'eau, d'électricité, des corniches, des tuyauteries, ...).
- les réparations de gros entretien, c'est-à-dire celles qui peuvent devenir nécessaires pendant la durée de la convention et qui sont autres que les réparations locatives ou les grosses réparations,

- les réparations résultant de l'usage normal, de la vétusté, de la force majeure, d'un vice de construction ou d'une malfaçon, ou encore celles qui auraient dû être faites avant l'entrée du preneur dans le bien,
- la réparation ou le remplacement des éléments en panne ou défectueux pour autant que le preneur l'ait avisé et que la cause ne soit pas liée à un mauvais usage ou à un manque d'entretien de la part du preneur, étant entendu que les preuves d'entretien régulier devront être fournies à la première demande du propriétaire,
- la transmission au preneur de toutes les informations utilisées pour assurer le bon usage des appareils, équipements et matériaux mis à sa disposition dans le bien loué.

Sont à charge du preneur :

- les réparations locatives ou de menu entretien ; il devra notamment, à ses frais, préserver les tuyaux, compteurs et robinets contre le gel, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; il veillera à ne pas obstruer les tuyaux d'écoulement et les fera déboucher à ses frais ; il devra entretenir les vitres extérieures et intérieures et remplacer, par d'autres de même qualité, celles qui auraient été brisées ou fêlées par quelque cause que ce soit,
- l'obligation d'user des lieux en personne prudente et raisonnable,
- l'obligation de prévenir le propriétaire, dans un délai raisonnable, de toute défectuosité ou anomalie constatée dans le bien ; à défaut, le preneur s'expose à devoir supporter l'aggravation des dommages causés par sa passivité.

Le preneur sera tenu responsable des dégradations qui arriveraient par le fait de ses membres, et des autres personnes qui se trouveraient dans les lieux, du fait de l'activité.

Il supportera les redevances et les consommations d'eau, d'électricité, de chauffage, de téléphonie ou d'internet, ainsi que la location des compteurs et appareils et tous autres frais de ce genre requis par le fonctionnement du bien.

Il évacuera, dans le respect des législations et des règlements en la matière, les déchets produits par l'utilisation du bien ; il acquittera toutes les taxes et redevances y afférentes.

8. AMENAGEMENTS - AMELIORATIONS - TRAVAUX

Le preneur pourra apporter au bien, à ses frais, risques et périls, tous les changements qu'il souhaitera pour autant qu'ils soient en lien avec la destination du bien et sans qu'il en résulte des charges pour le propriétaire, après en avoir reçu, par écrit, l'autorisation de ce dernier.

A la fin de l'occupation, ces travaux, améliorations et aménagements resteront acquis au propriétaire sans indemnité.

Si, durant l'exécution de la convention, le bien a besoin de réparations urgentes qui ne peuvent être différées jusqu'à son échéance, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent et quoi qu'il soit privé, pendant qu'ils se font, de tout ou partie du bien.

10. RAPPORT D'ACTIVITES ET COMPTABILITE

La mise à disposition du bien pour l'euro symbolique en vertu de la présente convention est considérée comme une subvention en nature accordée par le propriétaire au sens des articles L 3331-1 à L 3331-8 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Dans ce cadre, le preneur transmettra au propriétaire, sur simple demande de celui-ci, un rapport de gestion et de situation financière qui comprendra notamment un relevé des activités exercées dans le bien et ses comptes annuels les plus récents.

11. ASSURANCES

11.1. Assurance contre l'incendie et périls connexes

En ce qui concerne les bâtiments

Le propriétaire informe le preneur de l'abandon de recours consenti par son assureur incendie en sa faveur.

La clause d'abandon de recours est libellée comme suit :

« La compagnie renonce à tous recours qu'elle serait en droit d'exercer en cas de sinistre, en subrogation des droits de l'assuré :

a) contre toute administration, tout organisme privé / public / mixte, toute association de fait ou de droit, tout groupement, tout groupement associatif ainsi que contre toute personne de quelque nature (privé ou autre / physique ou morale), à l'exception des exploitants du secteur commercial, en qualité de locataire ou occupant à titre quelconque (gratuit ou onéreux, permanent, précaire, ponctuel ou exceptionnel) des bâtiments garantis à usage « public » tels qu'écoles, salles de fêtes, maisons de la culture, complexes sportifs et autres assimilés (similaires) ..., ainsi que les bâtiments à l'usage de presbytère, pour autant que ceux-ci aient préalablement obtenu une autorisation de la commune.

La compagnie renonce à tous recours excepté les cas de malveillance établis à suffisance ou si les intéressés ont déjà fait garantir leur responsabilité auprès d'un assureur encore solvable.

Il est précisé que cette disposition prévoit l'extension du bénéfice des articles 18.5, 26.2 (recours des tiers) en faveur des bénéficiaires de la clause.

b) contre toute personne en qualité de locataire ou d'occupant à titre quelconque (gratuit ou onéreux, permanent, précaire, ponctuel ou exceptionnel) du bien (appartement, maison entière ou en partie, garage ou tous autres bâtiments qui pourraient être mis à la disposition de particuliers, ...) du preneur d'assurance ou des énumérés du point a) (toute administration, tout organisme privé/public/mixte, toute association de fait ou de droit, ...).

La compagnie renonce à tous recours excepté les cas de malveillance établis à suffisance ou si les intéressés ont déjà fait garantir leur responsabilité auprès d'un assureur encore solvable.

Il est précisé que cette disposition prévoit l'extension du bénéfice des articles 18.5, 26.2 (recours des tiers) en faveur des bénéficiaires de la clause.

En ce qui concerne le contenu

Le propriétaire informe le preneur de la souscription d'une couverture contenu d'un montant de 5.000,00 €. Cette couverture ne reprend pas le péril vol. Ce montant couvre prioritairement le contenu appartenant au propriétaire et éventuellement mis à la disposition du preneur.

La couverture contenu est également prévue pour compte de qui il appartiendra. Cela signifie que la couverture contenu s'étend également au contenu du preneur à concurrence d'un montant assuré de 5.000,00€ diminué de la valeur du contenu éventuellement mis à la disposition du preneur par le propriétaire.

Il appartient au preneur de souscrire sous sa propre responsabilité une assurance contre l'incendie et périls connexes pour son contenu s'il estime que la couverture offerte par le preneur est insuffisante par rapport à la valeur du contenu apporté par le preneur.

Le preneur s'engage à informer le propriétaire de la souscription d'une assurance contre l'incendie et périls connexes pour son contenu.

11.2. Assurance Responsabilité Civile générale

Le propriétaire impose au preneur la souscription d'une assurance RC générale du fait de ses activités. Cette assurance RC doit porter au minimum sur un montant assuré en dommage corporel de 500.000,00€ et un montant assuré en dommage matériel de 50.000,00€.

Le propriétaire se réserve le droit de demander à tout moment au preneur la production de cette police d'assurances

11.3. Assurance Responsabilité Civile Objective pour les dommages par incendie ou par explosion.

Il est rappelé au preneur que le bien mis à disposition par la présente convention est un établissement visé par la loi du 30 juillet 1979 sur la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, et qu'en sa qualité d'exploitant de ce bien, il est tenu de souscrire une assurance RC objective pour les dommages par incendie ou explosions.

Une attestation complétée par son assureur et certifiant qu'il a satisfait à cette obligation légale devra être envoyée au propriétaire. En cas d'absence d'assurance, le bourgmestre pourra exiger la fermeture des lieux.

Article 12 – IMPOTS ET TAXES

Pendant la durée de la convention, le propriétaire supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien.

Article 13. – TRANSMISSION DE LA CONVENTION

Le preneur ne pourra en aucun cas céder son droit d'occupation, en tout ou en partie, ou sous-louer le bien, en tout ou en partie.

Article 14 – DISPOSITION ABROGATOIRE

La présente convention annule et remplace à partir de sa date d'entrée en vigueur, la convention d'occupation conclue entre les parties le 8 novembre 2013.

Article 15. – TRANSMISSION DE LA CONVENTION

Fait en trois exemplaires à HANNUT, le 2023.

Annexes :

1. Plans de situation
2. Etat des lieux d'entrée
3. Liste non exhaustive des réparations et des entretiens à charge des parties adoptée par le Gouvernement wallon le 28 juin 2018 en exécution du Décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation

Pour le propriétaire,

La Directrice générale,

Amélie DEBROUX

Le Bourgmestre,

Emmanuel DOUETTE

Pour le preneur,

15. Convention d'occupation d'une infrastructure sportive sise à Merdorp - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1222-2 ;

Considérant que la commune est propriétaire d'un bien immeuble sis à Hannut, dans l'entité de Merdorp, étant une infrastructure sportive destinée à la pratique du football, comprenant une aire de jeux et un bâtiment avec cafétéria, vestiaires et locaux de rangement ;

Considérant que ce bien est situé rue du Coquiamont, n° 20, et est cadastré sous Hannut, 15^{ème} Division (Merdorp), section A, n° 120/f pour une contenance de 85 ares et 65 centiares ;

Considérant que la commune est par ailleurs locataire d'une parcelle de terrain en nature de terre sise rue du Coquiamont, n° 20 à 4280 Hannut (Merdorp), cadastrée Hannut, 15^{ème} Division, Section n° A, n° 135/A, pour une contenance de 14 ares et 60 centiares, et étant la propriété du CPAS de Hannut ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 21 octobre 2008 décidant la mise à disposition de ces deux biens à l'association "Jeunesse Sportive Merdorp", enregistrée sous le numéro 0602.738.204 à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2022 décidant la résiliation de plein droit et sans préavis de la convention conclue en date du 30 mars 2010 avec l'association "Jeunesse Sportive Merdorp" en exécution de sa délibération du 21 octobre 2008 susmentionnée ;

Considérant que cette résiliation a été motivée en raison de la présence permanente sur le site de nombreux déchets ou d'objets sans aucun lien avec la destination des lieux prévue par la convention d'occupation du 30 mars 2010 susvisée ;

Considérant l'autorisation précaire et révocable délivrée à Monsieur Jonathan Marteau par le Collège communal, en sa séance du 28 juillet 2022, pour occuper l'infrastructure concernée jusqu'à la signature d'une convention d'occupation sportive préalablement validée par le Conseil communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 août 2022 décidant :

- de prendre connaissance de l'autorisation délivrée par le Collège communal par une délibération du 28 juillet 2022 pour occuper à titre précaire et révocable l'infrastructure à partir de cette dernière date,
- de marquer son accord de principe sur la mise à disposition du bien considéré à des fins sportives (et plus particulièrement à la pratique du football) à une nouvelle association à constituer par Mr Jonathan Marteau précité, et ce dans le cadre d'une convention d'occupation sportive dont les effets seraient limités à la date du 30 juin 2023, avec reconduction possible pour une durée à déterminer,
- de charger le Collège communal d'établir ce projet de convention d'occupation sportive à soumettre à son approbation lors de sa prochaine séance ;

Vu la délibération du Collège communal du 18 novembre 2022 décidant :

- de ne pas proposer au Conseil communal, lors de sa prochaine séance, d'approuver une convention d'occupation à conclure avec le nouveau Comité de la "JS Merdorp",
- de signifier à ce dernier la révocation, à la date du 26 novembre 2022, de l'autorisation d'occupation précaire qui lui a été délivrée le 28 juillet 2022,
- d'autoriser néanmoins, à titre exceptionnel et pour autant qu'une demande en ce sens soit introduite auprès de la Ville pour le 25 novembre 2022 au plus tard, une prolongation de cette autorisation précaire jusqu'au terme de la saison sportive 2022/2023, dans le seul but de permettre aux équipes de la "JS Merdorp" de terminer leurs championnats respectifs ;

Vu la délibération du Collège communal du 25 novembre 2022 décidant de confirmer sa résolution susmentionnée du 18 novembre 2022 et d'autoriser le Comité à occuper les lieux jusqu'au 30 juin 2023 dans le cadre de l'autorisation précaire lui délivrée le 28 juillet 2022 ;

Considérant le procès-verbal de la réunion de la Commission communale des Sports et de la Jeunesse du 7 décembre 2022, et au cours de laquelle les membres de la Commission ont été informés de l'état d'avancement de ce dossier ;

Vu la délibération du Collège communal du 9 février 2023 décidant :

- de prendre connaissance de l'intérêt porté par les trois autres clubs de football de l'entité - à savoir le "RFC Hannutois", le "RFC Wallonia Thisnes" et le "Patro Lensois" - pour utiliser l'infrastructure concernée à partir de la saison 2023/2024, étant entendu d'une part, que le club de Thisnes veut bien reprendre sa gestion si la commune l'aide à procéder à sa rénovation, et d'autre part que les deux autres clubs souhaitent uniquement occuper le terrain pour soulager ceux de leurs infrastructures sans avoir les frais de gestion, hormis une participation à verser au club de Thisnes en rapport avec cette occupation,
- de proposer à la "JS Merdorp" d'éventuellement réfléchir à une occupation de l'infrastructure qui pourrait lui être également accordée, à tout le moins pour son équipe fanion, et de l'inviter à communiquer sa réponse à ce propos pour le 28 février 2023 au plus tard,
- de proposer au "RFC Wallonia Thisnes" une mise à disposition en son état actuel de l'infrastructure à partir du 15 mai 2023 (considérant la fin de saison au 30 avril 2023), d'inviter avec insistance à l'accueil hebdomadaire de la "JS Merdorp" (en fonction de la réponse à venir) à tout le moins pour son équipe fanion et éventuellement, de manière ponctuelle, des autres clubs susmentionnés, selon des modalités à convenir,
- de conditionner ce qui précède avec une mise en conformité des statuts de l'Asbl " R.FC. Wallonia Thisnes ", ainsi qu' un accord avec celle-ci quant à l'avenir de l'infrastructure actuelle du club de Thisnes, ainsi qu'aux modalités de "départ" quant à celle-ci ;

Vu la délibération du Collège communal du 23 mars 2023 décidant :

- de prendre connaissance :
 - de l'intérêt du "RFC Wallonia Thisnes" pour reprendre la gestion des infrastructures de Merdorp selon les conditions émises par la commune ;
 - de son souhait de pouvoir encore disposer des infrastructures de Thisnes pour la saison 2023/2024, le temps de remettre en ordre les infrastructures de Merdorp ;
 - de son engagement à initier la discussion avec les dirigeants de la "JS Merdorp", de préférence avec la tutelle de la commune,
- de confirmer au "RFC Wallonia Thisnes" son accord sur l'occupation de l'infrastructure de Thisnes pour la saison 2023/2024, le temps de préparer le transfert de ses activités à Merdorp au terme de celle-ci,
- de confirmer à la "JS Merdorp" que le "RFC Wallonia Thisnes" sera le nouveau gestionnaire de l'infrastructure de Merdorp au terme de la saison actuelle (soit à partir du 15 mai 2023),
- d'inviter le "RFC Wallonia Thisnes" à prendre les contacts nécessaires avec la "JS Merdorp" et éventuellement avec les 2 autres clubs en vue de fixer les modalités d'occupation partagée de l'infrastructure de Merdorp, le Collège communal restant disponible en cas de difficultés qui surviendraient lors de ces discussions ;

Vu la délibération du Collège communal du 7 avril 2023 décidant :

- de prendre connaissance du procès-verbal d'une réunion organisée le 3 avril 2023 avec les représentants de la "JS Merdorp" et du "RFC Wallonia Thisnes", et au cours de laquelle a été constatée l'impossibilité pour les deux clubs concernés de s'accorder sur une occupation partagée de l'infrastructure sportive de Merdorp à partir de la saison sportive 2023/2024,
- de (re)confirmer à la "JS Merdorp" sa décision de mettre un terme, à l'issue de la saison sportive 2022/2023 en cours, soit au plus tard à la date du 14 mai 2023, à l'autorisation d'occupation précaire lui délivrée le 28 juillet 2022, et de faire procéder avant l'expiration de celle-ci à un état des lieux de sortie contradictoire,

- sous réserve que les conditions précitées émises par la commune dans le cadre de l'occupation soient bien remplies, de marquer son accord de principe sur l'octroi, au "RFC Wallonia Thisnes", d'une autorisation d'occupation précaire de l'infrastructure de Merdorp du 15 mai 2023 au 1er juin 2023, suivie d'une autorisation d'occuper les lieux à partir de cette dernière date dans le cadre d'une convention d'occupation de type "Infrastructure sportive" ;

Considérant que le Collège communal propose, dans ce contexte, de formaliser dans une telle convention l'autorisation à délivrer à l'Asbl "R.F.C. Wallonia Thisnes" pour occuper à partir du 1er juin 2023, l'infrastructure sportive dont il est question au second alinéa de la présente délibération ;

Considérant les statuts de l'Asbl "R.F.C. Wallonia Thisnes" annexés à la présente délibération ;

Considérant le procès-verbal de la réunion de la Commission communale des Sports et de la Jeunesse du 16 mai 2023 ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas remis d'avis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - La commune procèdera à la mise à disposition des biens suivants :

- parcelle de terrain avec aire de jeu et bâtiments à usage sportif sis rue du Coquiamont, n° 20 à 4280 Hannut (Merdorp), et cadastrée Hannut, 15^{ème} Division, Section n° A, n° 120/F, pour une contenance de 85 ares et 65 centiares ;
- parcelle de terrain en nature de terre sise rue du Coquiamont, n° 20 à 4280 Hannut (Merdorp), et cadastrée Hannut, 15^{ème} Division, Section n° A, n° 135/A, pour une contenance de 14 ares et 60 centiares,

Article 2 - La mise à disposition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- de gré à gré ;
- moyennant le paiement par l'occupant du bien considéré d'une indemnité d'occupation unique et forfaitaire d'un montant de 1 (un) euro ;
- et aux autres conditions énoncées dans le projet de convention d'occupation reproduit ci-dessous :

<p>CONVENTION D'OCCUPATION</p> <p>Infrastructure sportive</p>

Entre les
soussignés
:

-de
première part, la **Ville de HANNUT**, représentée par Mr Emmanuel DOUETTE, Bourgmestre, assisté de Mme Amélie DEBROUX, Directrice générale, agissant :

- en exécution d'une délibération du Conseil Communal en date du 25 mai 2023,
- et en vertu de l'article L 1132-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

et dénommée ci-après "le propriétaire" ;

- et de seconde part, **L'ASBL « R.F.C. Wallonia Thisnes »**, dont le siège social est fixé à Hannut, rue de Wavre, n° 169 à 4280 HANNUT, enregistrée à la Banque Carrefour des entreprises sous le n° 0408.156.204, et dont les statuts ont été publiés au Moniteur Belge en date du 12 octobre 1972, représentée par

et dénommée ci-après "le preneur",

Il est convenu ce qui suit :

1. OBJET

Le propriétaire autorise le preneur à occuper les biens suivants :

- parcelle de terrain avec aire de jeu et bâtiments à usage sportif sis rue du Coquiamont, n° 20 à 4280 Hannut (Merdorp), et cadastrée Hannut, 15^{ème} Division, Section n° A, n° 120/F, pour une contenance de 85 ares et 65 centiares ;
- parcelle de terrain en nature de terre sise rue du Coquiamont, n° 20 à 4280 Hannut (Merdorp), et cadastrée Hannut, 15^{ème} Division, Section n° A, n° 135/A, pour une contenance de 14 ares et 60 centiares,

et désignés dans la présente convention sous les termes "le bien".

Les superficies mentionnées ci-avant ne sont pas garanties.

Il est précisé que la seconde parcelle ci-dessus mentionnée est un bien appartenant au Centre Public d'Action Sociale de Hannut et mis à disposition de la Ville de Hannut à titre précaire et révocable ; celle-ci s'oblige vis-à-vis du preneur à lui garantir la mise à disposition de cette parcelle pendant toute la durée de la présente convention.

2. DUREE

L'autorisation d'occupation est accordée pour une durée de neuf (9) années à partir du 1^{er} juin 2023 ; elle est renouvelable tacitement pour une même période, à défaut d'un préavis signifié par l'une ou l'autre partie au minimum un an avant son échéance.

Sans préjudice de l'article 9, le propriétaire pourra mettre fin à tout moment à la présente convention :

- de plein droit, en cas de dissolution du preneur (ou de modification de sa personnalité juridique) ou si celui-ci fait l'objet d'un jugement de faillite ou devient insolvable, ou fait l'objet de toute autre procédure tombant sous le champ d'application des législations lui applicables,
- dans les autres cas suivants, et après avoir donné l'opportunité au preneur de réparer son manquement ou d'entreprendre les démarches nécessaires dans le délai raisonnable qui lui sera fixé par le propriétaire, et qui prendra cours à la date de réception d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception :
 - le preneur se rend coupable de faits contraires à la loi ou aux bonnes mœurs, ou tolérerait de tels faits dans le bien ;
 - le preneur ne respecte pas les obligations légales imposées aux associations sans but lucratif (conformité des statuts, publications au Moniteur Belge, dépôts au Greffe du Tribunal, ...) ;
 - en cas de manquements graves aux obligations imposées dans la présente convention.

Le preneur aura la faculté de mettre fin à tout moment à la présente convention moyennant un préavis d'un an envoyé par lettre recommandée.

3. INDEMNITE D'OCCUPATION

L'indemnité d'occupation est fixée à un montant unique et forfaitaire de un (1,00) euro, payable par virement au compte numéro BE54 0910 0042 3997 avant la date qui sera fixée par le propriétaire.

4. DESTINATION

Le bien sera affecté à l'usage exclusif de la pratique du football, en ce compris l'organisation de toute activité en lien avec cette pratique (souper, réunions diverses, ...) ; tout changement de destination auquel le propriétaire n'aurait pas préalablement donné son autorisation par écrit pourra entraîner la rupture immédiate de la présente convention aux torts du preneur.

Aucune autre association autre que le preneur ne pourra avoir son siège social à l'adresse du bien ; aucune personne physique ne pourra être autorisée à y établir sa résidence principale.

L' accès et l' utilisation du bien pourront, selon ses disponibilités et des modalités à convenir entre les parties intéressées, être accordés par le preneur à tout autre club de football de l'entité ainsi qu'à toute association locale structurée (comité de village, comité scolaire ou autre association locale ...), étant entendu à ce propos que tout litige ou toute difficulté pouvant survenir concernant ces occupations par ces tiers sera soumis au pouvoir discrétionnaire du propriétaire, représenté par le Collège communal.

5. ETAT DES LIEUX

Le bien est mis à disposition dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur, qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails, et qui ne demande pas de plus amples descriptions.

Un état des lieux d'entrée contradictoire dressé préalablement à l'entrée en vigueur de la présente convention est annexé (annexe 1).

Un état des lieux de sortie sera dressé par les parties dans le courant du mois précédant la fin de la durée de la présente convention, à son échéance, ainsi qu'après chaque exécution de travaux importants qui auraient été autorisés par le propriétaire conformément à l'article 8 ; le preneur devra, à l'échéance de la présente convention, rendre le bien tel qu'il a reçu suivant l'état des lieux d'entrée, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure.

6. CONDITIONS DE JOUISSANCE

Le propriétaire ne contracte aucune obligation en vertu de la présente convention, hormis celles prévues par celle-ci ; il ne pourra en aucun cas être tenu responsable des vols, dommages ou tout autre risque et actes délictueux qui surviendraient dans le bien.

Le preneur veillera, pour l'organisation de toute manifestation dans le bien (réceptions, tournois, souper, ...) à respecter à tout moment la législation relative à la pollution sonore et au tapage nocturne et à obtenir le cas échéant les autorisations requises par celle-ci ou par toute autre disposition légale ou réglementaire, et notamment par le Règlement Général de Police de la Ville de Hannut ; il prendra en outre toute mesure utile visant à éviter les réclamations des riverains.

Le preneur doit permettre en tous temps l'accès au bien au propriétaire ou à ses préposés, architectes, entrepreneurs, ouvriers ou à toute autre personne désignée par lui, aux fins de vérifier l'état du bien, le respect des clauses de la présente convention ou de procéder aux inspections et réparations nécessaires, et ce moyennant un préavis de 48 heures, sauf cas d'urgence.

Le preneur s'engage à permettre au propriétaire d'organiser dans le bien, pour ses besoins propres et à des conditions à convenir (notamment pour ce qui concerne la prise en charge des charges d'occupation y afférente) et en accord de programme avec lui, toute réunion, manifestation ou autre occupation qu'il pourrait souhaiter (exemple : tenue d'un bureau de vote, rencontre citoyenne, activité scolaire ...) ; il s'engage également à permettre au propriétaire de disposer du bien dans le cadre de la mise en œuvre éventuelle du Plan Général d'Urgence d'Intervention (PGUI).

7. REPARATIONS, TRAVAUX ET ENTRETIENS

Les obligations du propriétaire et du preneur sont dictées par les principes généraux suivants ; pour régler tout litige éventuel qui pourrait survenir entre eux à ce propos, ils pourront se référer à la liste non exhaustive (voir annexe 2.) des réparations et des entretiens à charge des parties adoptée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2018 exécutant le Décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, ou de toute autre disposition légale qui viendrait le remplacer.

Sont à charge du propriétaire :

- les grosses réparations (exemples : remplacement de la chaudière, des compteurs d'eau, d'électricité, des corniches, des tuyauteries, ...).*
- les réparations de gros entretien, c'est-à-dire celles qui peuvent devenir nécessaires pendant la durée de la convention et qui sont autres que les réparations locatives ou les grosses réparations,*
- les réparations résultant de l'usage normal, de la vétusté, de la force majeure, d'un vice de construction ou d'une malfaçon, ou encore celles qui auraient dû être faites avant l'entrée du preneur dans le bien,*

- la réparation ou le remplacement des éléments en panne ou défectueux pour autant que le preneur l'ait avisé et que la cause ne soit pas liée à un mauvais usage ou à un manque d'entretien de la part du preneur, étant entendu que les preuves d'entretien régulier devront être fournies à la première demande du propriétaire,
- la transmission au preneur de toutes les informations utilisées pour assurer le bon usage des appareils, équipements et matériaux mis à sa disposition dans le bien loué.

Sont à charge du preneur :

- les réparations locatives ou de menu entretien ; il devra notamment, à ses frais, préserver les tuyaux, compteurs et robinets contre le gel, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; il veillera à ne pas obstruer les tuyaux d'écoulement et les fera déboucher à ses frais ; il devra entretenir les vitres extérieures et intérieures et remplacer, par d'autres de même qualité, celles qui auraient été brisées ou fêlées par quelque cause que ce soit,
- l'obligation d'user des lieux en personne prudente et raisonnable,
- l'obligation de prévenir le propriétaire, dans un délai raisonnable, de toute défectuosité ou anomalie constatée dans le bien ; à défaut, le preneur s'expose à devoir supporter l'aggravation des dommages causés par sa passivité.

Le preneur sera tenu responsable des dégradations qui arriveraient par le fait de ses membres, et des autres personnes qui se trouveraient dans les lieux, du fait de l'activité.

Il supportera les redevances et les consommations d'eau, d'électricité, de chauffage, de téléphonie ou d'internet, ainsi que la location des compteurs et appareils et tous autres frais de ce genre requis par le fonctionnement du bien.

Il évacuera, dans le respect des législations et des règlements en la matière, les déchets produits par l'utilisation du bien ; il acquittera toutes les taxes et redevances y afférentes.

8. AMENAGEMENTS - AMELIORATIONS - TRAVAUX

Le preneur pourra apporter au bien, à ses frais, risques et périls, tous les changements qu'il souhaitera pour autant qu'ils soient en lien avec la destination du bien et sans qu'il en résulte des charges pour le propriétaire, après en avoir reçu, par écrit, l'autorisation de ce dernier.

A la fin de l'occupation, ces travaux, améliorations et aménagements resteront acquis au propriétaire sans indemnité.

Si, durant l'exécution de la convention, le bien a besoin de réparations urgentes qui ne peuvent être différées jusqu'à son échéance, le preneur doit les souffrir, quelque inconvénient qu'elles lui causent et quoi qu'il soit privé, pendant qu'ils se font, de tout ou partie du bien.

9. CLAUSE RESOLUTOIRE EXPRESSE

Il est expressément convenu entre les parties que la présente convention a été conclue sous les deux conditions suivantes :

- l'obligation pour le preneur de procéder sans délai à la mise en conformité de ses statuts avec le Code des sociétés et des associations,
- la conclusion d'un accord entre les parties quant à l'avenir des infrastructures sportives de Thisnes occupées actuellement par le preneur, ainsi qu'aux modalités de départ de celle-ci, étant entendu que ces infrastructures n'auront plus vocation, après le 1^{er} juin 2024, à accueillir des activités en lien avec la pratique du football.

Le propriétaire pourra résilier la présente convention, sans indemnités :

- si le preneur n'a pas exécuté la première condition dans le délai lui imparti compté à dater de l'expédition, par la lettre recommandée, de la mise en demeure adressée par le propriétaire,
- moyennant un préavis d'un mois, si aucun accord n'a pu être conclu avant le 1^{er} mai 2024 pour l'entière libération par le preneur des infrastructures sportives de Thisnes.

10. RAPPORT D'ACTIVITES ET COMPTABILITE

La mise à disposition du bien pour l'euro symbolique en vertu de la présente convention est considérée comme une subvention en nature accordée par le propriétaire au sens des articles L 3331-1 à L 3331-8 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Dans ce cadre, le preneur transmettra au propriétaire, sur simple demande de celui-ci, un rapport de gestion et de situation financière qui comprendra notamment un relevé des activités exercées dans le bien et ses comptes annuels les plus récents.

11. ASSURANCES

11.1. Assurance contre l'incendie et périls connexes

En ce qui concerne les bâtiments

Le propriétaire informe le preneur de l'abandon de recours consenti par son assureur incendie en sa faveur.

La clause d'abandon de recours est libellée comme suit :

« La compagnie renonce à tous recours qu'elle serait en droit d'exercer en cas de sinistre, en subrogation des droits de l'assuré :

a) contre toute administration, tout organisme privé / public / mixte, toute association de fait ou de droit, tout groupement, tout groupement associatif ainsi que contre toute personne de quelque nature (privé ou autre / physique ou morale), à l'exception des exploitants du secteur commercial, en qualité de locataire ou occupant à titre quelconque (gratuit ou onéreux, permanent, précaire, ponctuel ou exceptionnel) des bâtiments garantis à usage « public » tels qu'écoles, salles de fêtes, maisons de la culture, complexes sportifs et autres assimilés (similaires) ..., ainsi que les bâtiments à l'usage de presbytère, pour autant que ceux-ci aient préalablement obtenu une autorisation de la commune.

La compagnie renonce à tous recours excepté les cas de malveillance établis à suffisance ou si les intéressés ont déjà fait garantir leur responsabilité auprès d'un assureur encore solvable.

Il est précisé que cette disposition prévoit l'extension du bénéfice des articles 18.5, 26.2 (recours des tiers) en faveur des bénéficiaires de la clause.

b) contre toute personne en qualité de locataire ou d'occupant à titre quelconque (gratuit ou onéreux, permanent, précaire, ponctuel ou exceptionnel) du bien (appartement, maison entière ou en partie, garage ou tous autres bâtiments qui pourraient être mis à la disposition de particuliers, ...) du preneur d'assurance ou des énumérés du point a) (toute administration, tout organisme privé/public/mixte, toute association de fait ou de droit, ...).

La compagnie renonce à tous recours excepté les cas de malveillance établis à suffisance ou si les intéressés ont déjà fait garantir leur responsabilité auprès d'un assureur encore solvable.

Il est précisé que cette disposition prévoit l'extension du bénéfice des articles 18.5, 26.2 (recours des tiers) en faveur des bénéficiaires de la clause.

En ce qui concerne le contenu

Le propriétaire informe le preneur de la souscription d'une couverture contenu d'un montant de 5.000,00 €. Cette couverture ne reprend pas le péril vol. Ce montant couvre prioritairement le contenu appartenant au propriétaire et éventuellement mis à la disposition du preneur.

La couverture contenu est également prévue pour compte de qui il appartiendra. Cela signifie que la couverture contenu s'étend également au contenu du preneur à concurrence d'un montant assuré de 5.000,00€ diminué de la valeur du contenu éventuellement mis à la disposition du preneur par le propriétaire.

Il appartient au preneur de souscrire sous sa propre responsabilité une assurance contre l'incendie et périls connexes pour son contenu s'il estime que la couverture offerte par le preneur est insuffisante par rapport à la valeur du contenu apporté par le preneur.

Le preneur s'engage à informer le propriétaire de la souscription d'une assurance contre l'incendie et périls connexes pour son contenu.

11.2. Assurance Responsabilité Civile générale

Le propriétaire impose au preneur la souscription d'une assurance RC générale du fait de ses activités.

Cette assurance RC doit porter au minimum sur un montant assuré en dommage corporel de 500.000,00€ et un montant assuré en dommage matériel de 50.000,00€.

Le propriétaire se réserve le droit de demander à tout moment au preneur la production de cette police d'assurances

11.3. Assurance Responsabilité Civile Objective pour les dommages par incendie ou par explosion.

Il est rappelé au preneur que le bien mis à disposition par la présente convention est un établissement visé par la loi du 30 juillet 1979 sur la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, et qu'en sa qualité d'exploitant de ce bien, il est tenu de souscrire une assurance RC objective pour les dommages par incendie ou explosions.

Une attestation complétée par son assureur et certifiant qu'il a satisfait à cette obligation légale devra être envoyée au propriétaire. En cas d'absence d'assurance, le bourgmestre pourra exiger la fermeture des lieux.

Article 12 – IMPOTS ET TAXES

Pendant la durée de la convention, le propriétaire supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien.

Article 13. – TRANSMISSION DE LA CONVENTION

Sans préjudice de l'article 4, le preneur ne pourra en aucun cas céder son droit d'occupation, en tout ou en partie, ou sous-louer le bien, en tout ou en partie.

Fait en trois exemplaires à HANNUT, le 2023.

Annexes :

1. Etat des lieux d'entrée
2. Liste non exhaustive des réparations et des entretiens à charge des parties adoptée par le Gouvernement wallon le 28 juin 2018 en exécution du Décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation
3. Vue aérienne

Pour le propriétaire,
La Directrice générale,
Amélie DEBROUX

Le Bourgmestre,
Emmanuel DOUETTE

Pour le preneur,"

16. Projet de construction d'une infrastructure pour la pratique du Padel - Octroi d'un droit de superficie - Décision et conditions

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1222-1 ;

Vu le Livre 3 intitulé "Les biens" du Code civil inséré par la loi du 4 février 2020, et notamment ses articles 3.177 à 3.188 relatifs au droit de superficie ;

Vu la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses ;

Vu la circulaire ministérielle du 23 février 2016 relative aux opérations immobilières des Pouvoirs locaux ;

Considérant que la Ville est propriétaire de différents immobiliers situés Avenue de Thouars, cadastrés 1ère Division, section A, n° 236/h, n° 239/h, n° 240/r, n° 247/d et 248/e, et formant ensemble un complexe sportif affecté à la pratique du football ;

Considérant que ces biens sont actuellement mis à disposition de l'Asbl " Ecole des Jeunes du Royal Football Club Club Hannutois - en abrégé RFCHJ ", dont le siège social est établi à 4280 Hannut, rue

Neuve, n° 1, en exécution d'une délibération du Conseil communal 24 octobre 2013, telle que modifiée ce jour ;

Considérant la demande de l'Asbl "Padel Hannut", enregistrée sous le numéro 0787.190.632 à la Banque-Carrefour des Entreprises, et ayant son siège social sis rue de la Croisette, 39 à 4280 Hannut, visant à pouvoir entreprendre la construction, sur le site des anciens vestiaires du RFC Hannutois (aménagés sur la parcelle cadastrée n° 247/d), d'une nouvelle infrastructure pour la pratique du padel comprenant deux aires de jeux couvertes ;

Considérant qu'en date du 19 janvier 2023, le Fonctionnaire-délégué de l'Urbanisme a délivré à l'Asbl "Padel Hannut" un permis d'urbanisme pour réaliser cette construction ;

Considérant la demande de l'Asbl "Padel Hannut" de pouvoir, dans ce contexte, obtenir de la Ville un droit d'occupation exclusif qui porterait sur la parcelle de terrain considérée ; que les anciens vestiaires du RFC Hannutois ne sont plus utilisés depuis de nombreuses années par le club concerné et qu'ils se trouvent aujourd'hui dans un état de délabrement avancé ; qu'ils ont par ailleurs fait l'objet de nombreuses dégradations à la suite d'actes de vandalisme ;

Considérant que le padel est un sport en plein essor pour lequel l'intérêt est en constante augmentation ; que sur le territoire de la commune, un seul terrain - situé sur le site voisin du RTC Tennis Hannutois - est actuellement mis à la disposition des adeptes de cette discipline ;

Considérant que le projet proposé par l'Asbl "Padel Hannut", situé au sein d'un complexe sportif existant, serait de nature à développer l'offre sportive en la matière tout en contribuant à un assainissement des lieux où son implantation est envisagée ;

Considérant que les Asbl "Ecole des Jeunes du Royal Football Club Hannutois" et "Royal tennis Club Hannutois" ont accepté, pour permettre l'accès au bien concerné, la constitution de servitudes de passage sur les biens immeubles mis à leur disposition par la commune ;

Considérant qu'un droit de superficie constitue la formule juridique de mise à disposition la plus adaptée pour le type de projet envisagé ;

Considérant que le droit de superficie est en effet défini comme " *un droit réel d'usage qui confère la propriété de volumes, bâtis ou non, en tout ou en partie, sur, au-dessus ou en dessous du fonds d'autrui, aux fins d'y avoir tous ouvrages ou plantations* " ;

Considérant la proposition du Collège des notaires de Hannut de fixer à l'euro symbolique, et à l'instar de ce qui a été prévu dans les opérations similaires conclues en son temps par la commune avec d'autres associations sportives locales (les Asbl "Royal Tennis Club Hannutois" et "Hannut Hockey Club", notamment), le montant de la redevance d'occupation ;

Considérant cependant que l'Asbl "Padel Hannut" ne dispose pas d'une existence juridique et d'une expérience sportive comparables aux deux associations susmentionnées puisqu'elle n'a été constituée qu'en date du 13 juin 2022, et spécifiquement pour la réalisation du projet considéré ;

Considérant qu'il convient dès lors de subordonner le droit de superficie envisagé au paiement par ladite Asbl d'une redevance d'occupation, mais qui doit rester relativement modique compte tenu du risque financier lié à son investissement (pour lequel elle ne pourra prétendre à aucune subvention publique) et de la charge représentée par la démolition des anciens vestiaires du RFC Hannutois qui lui incombera ;

Considérant à cet égard le plan financier de l'investissement dressé en date du 27 juillet 2022 par l'Asbl "Padel Hannut" et annexé à la présente délibération ;

Considérant que par courrier du 24 août 2022, l'Asbl "Padel Hannut" a par ailleurs sollicité une garantie de la commune sur le remboursement de l'emprunt qu'elle envisage de souscrire en vue d'assurer le

financement de son investissement ; que le montant de ce dernier est aujourd'hui évalué à un montant de 440.000,00 € et celui de l'emprunt envisagé à 310.000,00 €, avec un apport de fonds propres (comprenant un montant de 20.000,00 € pour couvrir d'éventuels imprévus et/ou frais de lancement d'exploitation) de 150.000,00 € ;

Considérant l'octroi éventuel de cette garantie communale nécessitera à tout le moins la présentation par l'Asbl "Padel Hannut" d'un plan de financement actualisé accompagné d'une offre de crédit ferme et définitive émanant d'un organisme bancaire ;

Considérant qu'il n'existe sur le territoire de la commune, et à l'exception du RTC Hannutois, aucun autre club ou autre association proposant des activités ou des compétitions en lien avec la pratique du padel et ouverte à tous ; que l'offre sportive sur la commune se trouvera renforcée et diversifiée par la mise en oeuvre du projet porté par l'Asbl "Padel Hannut" ;

Considérant par ailleurs qu'eu égard à la proximité de ce projet avec les installations du RTC Hannutois et à la convergence de leurs intérêts respectifs, les Asbl "Padel Hannut" et "Royal Tennis Club Hannutois" ont formalisé, dans une convention sous seing privée signée le 20 juin 2022, leur souhait de développer un partenariat à travers lequel l'Asbl "Padel Hannut" confierait l'exploitation de ses terrains et l'organisation d'activités (compétitions, cours...) à l'Asbl "Royal Tennis Club Hannutois" ;

Considérant que l'objet social et les activités de l'Asbl "Padel Hannut", en ce qu'ils visent à assurer la promotion et la pratique du sport en général et du padel en particulier, s'inscrivent parfaitement dans la politique sportive de la commune ;

Considérant les statuts de l'Asbl "Padel Hannut" annexés à la présente délibération ;

Considérant les plans de division et de servitudes dressés en dates du 16 et du 22 février 2023 par Monsieur François Thonon, géomètre-expert auprès du Bureau d'études Géodex, rue de Labia, 8 à 4317 Faimés ;

Considérant le projet d'acte de superficie proposé par le Collège des notaires de Hannut et annexé à la présente délibération ;

Considérant qu'il serait dans ces conditions, de bonne gestion pour la Ville d'accéder à la demande de l'Asbl "Padel Hannut" et de lui accorder le droit de superficie et les autorisations de passage sollicités ;

Considérant l'avis favorable émis par la Commission communale de la Jeunesse et des Sports lors de sa réunion du 16 mai 2023 ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas remis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - d'accorder, à l'Asbl "Padel Hannut", enregistrée sous le numéro 0787.190.632 à la Banque-Carrefour des Entreprises, et ayant son siège social sis rue de la Croisette, 39 à 4280 Hannut, un droit de superficie sur le bien suivant :

- partie d'une parcelle de terrain sise Avenue de Thouars, n° 4 +, cadastrée Hannut, 1ère division, section A, numéro 247/d, d'une superficie mesurée de 10 ares et 25 centiares, et étant le lot A du plan de mesurage dressé en date du 16 février 2023 par Monsieur François Thonon, géomètre-expert auprès du Bureau d'études Géodex, rue de Labia, 8 à 4317 Faimés ;

Article 2 - d'accorder à titre gratuit à la même Asbl "Padel Hannut" une servitude de passage au profit du bien désigné à l'article 1er, sur le fonds des parcelles de terrain cadastrées Hannut, 1ère division, section A, numéros 248/e, 872/b et 872/c, et délimité par les liserés rose, vert et bleu au plan de servitudes dressé en date du 22 février 2023 par Monsieur François Thonon, géomètre-expert auprès du Bureau d'études Géodex, rue de Labia, 8 à 4317 Faimés ;

Article 3 - Le droit de superficie et la servitude de passage dont il est question aux articles 1 et 2 seront accordés :

- pour une durée de 35 ans,
- pour ce qui concerne l'octroi du droit de superficie, moyennant le paiement, par l' Asbl "Padel Hannut", d'une redevance unique et forfaitaire d'un montant de 5.000,00 euros,
- et autres conditions prévues par le projet d'acte authentique annexé à la présente délibération.

Article 4 - de marquer son accord de principe sur l'octroi, à l' Asbl "Padel Hannut", d'une garantie sur le remboursement de l'emprunt d'un montant estimé à ce jour de 310.000,00 € qu'elle envisage de souscrire en vue d'assurer le financement de son investissement.

17. Comptes communaux pour l'exercice 2022 - Approbation

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment ses articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, Première partie Livre III et L1312-1 et L1313-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié à ce jour ;

Vu le décret du 26 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation visant à améliorer le dialogue social ;

Vu l'arrêté du Collège Communal en date du 7 avril 2023 certifiant, conformément à l'article 74 du Règlement général de la Comptabilité communale, que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes de l'exercice 2022 ;

Considérant que le Collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que le Collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23 §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à la communication des présents comptes, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présents comptes aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes ;

Considérant que la séance d'information ci-dessus mentionnée est prévue le vendredi 26 mai 2023 à 8h30, de commun accord avec les organisations syndicales ;

Vu le rapport prévu par l'article L1122-23 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

Par 17 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie) et 5 abstentions (DOSSOGNE François, VOLONT Johan, RENSON Carine, RENARD Jacques, VOLONT Sandrine) ; DECIDE :

Article 1^{er} – Les comptes annuels de l'exercice 2022 sont vérifiés et arrêtés tels qu'aux montants ci-après :

BILAN	Actif	Passif
	107.236.215,41€	107.236.215,41€

Compte de résultats	Charges (C)	Produits (P)	Résultat (P-C)
Résultat courant	20.280.586,33€	21.073.507,93€	792.921,60€
Résultat d'exploitation (1)	23.885.880,54€	27.342.701,05€	3.456.820,51€
Résultat exceptionnel (2)	1.091.437,64€	890.174,92€	-201.262,72€
Résultat de l'exercice (1+2)	24.977.318,18€	28.232.875,97€	3.255.557,79€

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	23.857.706,94€	8.268.344,65€
Non Valeurs (2)	124.088,16€	0,00€
Engagements (3)	21.190.681,30€	9.084.249,86€
Imputations (4)	20.552.045,27€	3.733.416,72€
Résultat budgétaire (1-2-3)	2.542.937,48€	-815.905,21€
Résultat comptable (1-2-4)	3.181.573,51€	4.534.927,93€

Article 2 – La présente décision sera publiée, après information aux syndicats, conformément aux dispositions de l'article L 1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 3 – La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon, au service Finances et au Directeur financier.

18. Comptes communaux pour l'exercice 2022 - Rapport annuel du Directeur financier - Prise de connaissance

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1124-40 ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre connaissance du rapport du Directeur financier émis en date du 28 avril 2023 ;

PREND CONNAISSANCE :

Article unique - du rapport annuel du Directeur financier qui contient :

- un état actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie;
- une évaluation de l'évolution passée et future des budgets;
- une synthèse des différents avis qu'il a rendus à la demande ou d'initiative;
- un rapport sur l'ensemble des données financières des services communaux en ce compris les services de police, des régies communales, des intercommunales, des sociétés dans lesquelles la commune a une participation d'au moins 15 % et des ASBL auxquelles la commune participe et au sein desquelles elle désigne au moins 15 % des membres des organes de gestion.

19. Budget communal pour l'exercice 2023 - Modifications n°1 aux services ordinaire et extraordinaire - Approbation

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, Première partie Livre III et L3311-1 à L3313-3 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment ses article 7 à 16, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu son Plan de gestion arrêté en séance du 23 septembre 2002 et approuvé par le Gouvernement Wallon le 5 décembre 2002, moyennant le respect de certaines exigences ;

Vu son actualisation du Plan de gestion arrêté en séance du 2 juillet 2019 ;

Vu le Décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement l'article 11 ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement l'article 26 ;

Vu le Décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et visant à améliorer le dialogue social ;

Vu la Circulaire du 19 juillet 2022 de Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2023 ;

Vu sa délibération du 15 décembre 2022 approuvant le budget communal de l'année 2023 (services ordinaire et extraordinaire) ;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 16 janvier 2023 approuvant le budget communal de l'année 2023 ;

Considérant le projet de modifications budgétaires n° 1 de l'exercice 2023 et ses annexes, établi par le Collège communal ;

Considérant le projet d'actualisation du tableau de bord ;

Considérant le projet de tableau relatif aux prévisions pluriannuelles tel que généré par le logiciel E-Comptes ;

Considérant le projet de modifications budgétaires et ses annexes ont été transmis en date du 24 avril 2023, pour avis et remarques éventuelles, aux représentants du CRAC et de la Direction Générale des Pouvoirs Locaux ;

Considérant la réunion du 28 avril 2023 avec les représentants du CRAC et de la DGO5 sur ces projets de modifications budgétaires ;

Considérant la réunion de la commission communale des finances qui s'est tenue le 23 mai 2023, à l'initiative de Madame Carine RENSON, présidente de la commission Finances ;

Considérant les avis rendus par M. O. LECLERCQ, Echevin en charge des Finances communales, le Directeur financier et la Directrice générale lors de la réunion de la commission prévue à l'article 12 de l'Arrêté du Gouvernement Wallon susdit du 5 juillet 2007 et qui s'est tenue le 12 mai 2023 ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier et à la Directrice générale en date du 24 avril 2023 ;

Considérant l'avis favorable de la Directrice générale annexé à la présente délibération ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier, annexé à la présente délibération ;

Considérant que le Collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que le Collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23 §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Considérant que la séance d'information aux organisations syndicales mentionnée ci-dessus, se tiendra le lendemain du Conseil communal le vendredi 26 mai 2023 à 8h30, de commun accord avec les organisations syndicales, soit avant l'envoi des documents aux autorités de tutelle ;

Considérant la génération et l'envoi par l'outil E-comptes du tableau des prévisions budgétaires pluriannuelles ;

Considérant l'adaptation des crédits budgétaires de la modification ordinaire n° 1 de l'exercice 2023 sur base des éléments connus à ce jour, tant en recettes qu'en dépenses ;

Considérant l'ajustement des crédits budgétaires de la modification extraordinaire n° 1 de l'exercice 2023 sur base des projets extraordinaires complémentaires et des nouvelles informations connues à ce jour ;

Considérant pour le surplus que les modifications présentées ont pour conséquences de porter :

- au service ordinaire, le boni de l'exercice propre à 251.559,11€ et un boni global de 1.192.784,36€ ;
- au service extraordinaire, le boni à l'exercice propre à 1.699.559,02€ et le boni global à 0,00€ ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Par 17 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie) et 5 abstentions (DOSSOGNE François, VOLONT Johan, RENSON Carine, RENARD Jacques, VOLONT Sandrine) ; DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver, comme suit, les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1 de l'exercice 2023 qui se clôturent au service ordinaire, par un boni à l'exercice propre à 251.559,11€ et un boni global de 1.192.784,36€, ainsi qu'au service extraordinaire, par un boni à l'exercice propre à 1.699.559,02€ et le boni global à 0,00€ :

Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	25.876.145,71€	11.635.594,38€
Dépenses exercice proprement dit	25.624.586,60€	9.936.035,36€
Boni / Mali exercice proprement dit	251.559,11€	1.699.559,02€
Recettes exercices antérieurs	2.789.531,73€	0,00€
Dépenses exercices antérieurs	351.919,50€	815.905,21€
Prélèvements en recettes	0,00€	521.716,28€
Prélèvements en dépenses	1.496.386,98€	1.405.370,09€
Recettes globales	28.665.677,44€	12.157.310,66€
Dépenses globales	27.472.893,08€	12.157.310,66€
Boni / Mali global	1.192.784,36€	0,00€

Article 2 – Le Conseil communal arrête également les différentes annexes demandées par le Centre d'Aide Régionale aux Communes (CRAC), à savoir :

- le plan d'embauche du personnel ;
- la balise d'investissements ;
- le tableau relatif aux mouvements des réserves et provisions ;
- les nouvelles balises de personnel et de fonctionnement ;
- le ratio de la dette et l'encours de la dette ;
- la nouvelle annexe ratio d'investissement
- le tableau de bord à cinq ans ;
- le tableau de prévisions pluriannuelles, qui sera généré et envoyé par l'outil E-comptes.

Article 3 – La présente délibération sera publiée, après information aux organisations syndicales, à la diligence du Collège communal conformément aux dispositions de l'article L1313-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 4 – La présente délibération sera transmise, pour approbation, au Gouvernement wallon, conformément aux dispositions de l'article L3131-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

20. Procès-verbal de la vérification de la caisse communale pour la période du 1er janvier 2023 au 31 mars 2023 - Prise de connaissance

Vu l'article L1124-42 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 77 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant sur le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que le procès-verbal de vérification de caisse du 25 avril 2023 signé par Monsieur David WATRIN, Directeur Financier, et Monsieur Emmanuel DOUETTE, vérificateur, ne fait apparaître aucune remarque ;

Vu le tableau de synthèse et de contrôle pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 ;

Considérant que le solde global des comptes de la classe 5 du plan comptable s'élève à 10.757.092,39€ (solde débiteur) ;

PREND CONNAISSANCE :

Article unique - du procès-verbal de vérification de la caisse communale du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023.

Un exemplaire de la délibération sera transmis à Monsieur David WATRIN, Directeur Financier.

21. Règlement communal établissant une redevance pour l'utilisation de la borne de rechargement pour véhicules électriques située sur le parking d'écovoiturage derrière l'Académie - Adoption

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ;

Vu le Décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18/01/2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23/09/2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment ses articles L1122-30, L1124-40, § 1^{er}, 1^o, L1133-1 à 3, L1222-3 et L3131-1 ;

Vu la circulaire du 8 juin 2022 relative à l'établissement des règlements fiscaux y compris de ceux relatifs aux taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et au précompte immobilier ;

Vu la circulaire du 19 juillet 2022 de Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2023 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 septembre 2015 approuvant le texte de la convention de partenariat entre la Province de Liège et la Ville de Hannut ;

Vu la délibération du Collège communal du 13 novembre 2015 d'acquiescer une borne de rechargement pour véhicules électriques, suivant la centrale provinciale de marché « Fournitures de bornes de rechargement pour véhicules électriques » ;

Vu la délibération du Collège communal du 3 mars 2023 décidant de fixer le prix de vente du kWh à la borne de rechargement pour voiture électrique située sur le parking de l'académie au montant de 0,40€/kWh hors TVA, soit 0,484€/kWh TVA ;

Considérant que ce montant a été fixé sur base du coût actuel du kWh d'électricité conformément au marché public de la Province pour l'année 2023 et auquel la Ville de Hannut a adhéré pour l'électricité ;

Considérant que la borne de rechargement pour véhicules électriques située sur le parking de l'Académie est raccordée et fonctionnelle depuis la fin du premier trimestre de l'année 2023 ;

Considérant que le rechargement peut se faire soit par Bancontact (QR Code), soit avec un badge Plugsurfing (commandable sur internet via le site « plugsurfing.com »), soit par un badge permettant aux personnes autorisées de recharger gratuitement sur la borne ;

Considérant que les véhicules communaux sont utilisés dans le cadre des missions de service public et qu'il convient, dès lors, de conserver la gratuité dans le cadre de l'utilisation des bornes de rechargement électriques pour les véhicules communaux par le biais d'un badge ;

Considérant que la présente redevance est recouvrée auprès du redevable par le fournisseur de service désigné dans le marché de la Province de Liège, selon les modalités propres à la carte d'accès de chaque utilisateur ; et qu'elle sera ristournée à la Commune déduction faites de la commission dû aux transactions bancaires ;

Considérant que les crédits appropriés sont prévus au service ordinaire du budget de l'année 2023 sous l'article 421/161-48 ;

Considérant la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 12 mai 2023 conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4°p du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant l'avis rendu par le Directeur financier en date du 15 mai 2023, conformément aux dispositions prévues à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et joint en annexe ;

Considérant le principe d'autonomie communale ;

Considérant la situation financière de la Ville ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1^{er} – D'établir, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et pour une période expirant le 31 décembre 2025, une redevance pour l'utilisation de la borne de rechargement pour véhicules électriques située sur le parking d'écovoiturage derrière l'Académie.

Article 2 – La redevance est due par tout utilisateur de la borne électrique (personne physique ou morale), à l'exception des utilisateurs de véhicules communaux pour lesquels un badge permettant de recharger gratuitement ces véhicules est prévu.

Article 3 – Le montant de la redevance est fixé au montant de 0,484€/kWh.

Article 4 – La redevance est payable au moment de la recharge à la borne de rechargement pour véhicules électriques, soit par Bancontact (QR Code), soit au moyen d'un badge Plugsurfing commandable sur internet via le site « plugsurfing.com ».

Article 5 – Le montant dont il est question à l'article 3 sera indexé chaque année sur base du tarif de l'électricité du marché public auquel la Ville de Hannut aura adhéré pour l'année concernée.

Article 6 – À défaut de paiement de la redevance, conformément à l'article L1124-40, §1^{er}, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le montant réclamé sera majoré de plein droit lors de la mise en demeure, des frais du rappel recommandé fixés forfaitairement à 10,00€.

À défaut de paiement après la mise en demeure, le recouvrement de la redevance et des frais sera effectué par contrainte par exploit d'huissier, rendue exécutoire par le Collège communal. Un recours contre cet exploit d'huissier peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

Article 7 – Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : l'Administration communale de Hannut, rue de Landen n° 23 à 4280 Hannut

- Délégué à la protection des données : dpo@hannut.be
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance sur l'utilisation de la borne de rechargement pour véhicules électriques située sur le parking d'écovoiturage derrière l'Académie,
- Base légale du traitement : nécessaire à l'exécution du contrat
- Catégorie de données collectées : données d'identification, données financières et transactionnelles.
- Durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de 10 ans et à supprimer par la suite les données qui ne revêtiraient plus d'intérêts administratifs ou judiciaires.
Certaines données dont l'intérêt historique est confirmé par les directives émises par les archives de l'Etat en matière de tri des archives communales pourraient être conservées à plus long terme.
- Méthode de collecte : via l'aperçu des sessions de recharges payantes et les revenus qui y sont associés transmis par la société de télégestion désignée dans le marché de la Province de Liège,
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la commune responsables de traitement,
- La personne concernée dispose des droits suivants : droits d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit à la limitation et le droit à la portabilité.

Article 8 – La présente délibération entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 9 – La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1§1^{er} et L3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

CULTES ET CENTRE D'ACTION LAÏQUE

22. Fabrique d'église d'Abolens - Compte pour l'exercice 2022 - Réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles
1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu l'approbation du budget de l'année 2022 de la Fabrique d'Eglise d'Abolens par prorogation du délai ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église d'Abolens approuvé par son Conseil de fabrique en sa séance du 6 février 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain du 18 avril 2023, arrêtant et approuvant le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église d'Abolens sous réserve de la correction suivante :

Correction :

- *R20 (Reliquat du compte de l'année précédente)* : 3.521,07€ au lieu de 6.023,64€ ; conformément aux principes de la comptabilité fabricienne, la Fabrique est tenue de

reprendre le montant du boni du compte 2021 tel qu'arrêté par la tutelle (cf. délibération du Conseil communal de Hannut du 19/05/2022).

Balance générale :

- Total Recettes : 9.054,35 €
- Total Dépenses : 6.299,03 €
- Boni : 2.755,32 € ;

Considérant que l'examen du compte 2022 de la Fabrique d'église d'Abolens effectué par le service Finances soulève les remarques suivantes :

- R20 – Reliquat du compte de l'année précédente : le montant repris dans le compte de la Fabrique d'Eglise n'est pas correct. Le montant corrigé est de 3.521,07€ ;
- D15 – Achats livres liturgiques ordinaires : déplacement de la somme de 25,00€ vers l'article D45 car il s'agit d'impression de feuillets pour la messe ;
- D45 – Papier, plumes, encres, registres... : ajout du montant de 25,00 € venant de l'article D15 ;
- Les modifications précitées modifient dès lors les totaux des postes suivants :
 - R20 – Reliquat du compte de l'année précédente : 3.521,07 € au lieu de 6.023,64 € ;
 - Total des recettes extraordinaires : 3.521,07 € au lieu de 6.023,64 € ;
 - Total général des recettes : 9.054,35 € au lieu de 11.556,92 € ;
 - D15 – Achats livres liturgiques ordinaires : 25,00 € au lieu de 50,00 € ;
 - Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 2.945,81 € au lieu de 2.970,81 € ;
 - D45 – Papier, plumes, encres, registres... : 38,47 € au lieu de 13,47 € ;
 - Total des dépenses ordinaires, chapitre II : 3.353,22 € au lieu de 3.328,22 € ;
- Les modifications précitées entraînent une modification du boni du compte ; celui-ci s'élève à 2.755,32€ au lieu de 5.257,89€ ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) et 1 abstentions (VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} – De réformer, comme suit, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint Maurice d'Abolens :

Article	Libellé	Montant prévu par F.E. dans le compte 2022	Montant à inscrire après réformation du compte 2022
R20	Reliquat du compte de l'année précédente	6.023,64 €	3.521,07 €
Total des recettes extraordinaires		6.023,64 €	3.521,07 €
Total général des recettes		11.556,92 €	9.054,35 €
D15	Achats livres liturgiques ordinaires	50,00 €	25,00 €
Dépenses arrêtées par l'Evêque		2.970,81 €	2.945,81 €
D45	Papier, plumes, encres, registres...	13,47 €	38,47 €
Dépenses ordinaires, chapitre II		3.328,22 €	3.353,22 €
Total général des dépenses		6.299,03 €	6.299,03 €
Boni de l'exercice		5.257,89 €	2.755,32 €

Article 2 – De clôturer comme suit, après les réformations mentionnées à l'article 1^{er}, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint Maurice d'Abolens :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Solde
Compte 2021	5.533,28 €	3.521,07 €	6.299,03 €	0,00 €	Boni
Totaux	9.054,35 €		6.299,03 €		2.755,32 €

Article 3 – De transmettre la présente délibération au chef de diocèse ainsi qu'à la Fabrique d'église d'Abolens.

23. Fabrique d'église de Crehen - Compte pour l'exercice 2022 - Réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des :

- 21 octobre 2021 réformant le budget 2022 de la Fabrique d'église de Crehen, préalablement arrêté et approuvé avec remarques par le Chef Diocésain en date du 28 septembre 2021 ;
- 29 septembre 2022 approuvant la modification budgétaire n° 1 exercice 2022 de la Fabrique d'église de Crehen, préalablement arrêtée et approuvée sans remarque par le Chef Diocésain en date du 19 août 2022 ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Crehen approuvé par son Conseil de Fabrique en sa séance du 30 mars 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain du 18 avril 2023, arrêtant et approuvant le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Crehen sous réserve des corrections et remarques suivantes :

- Correction :
 - D46 *Frais de correspondance* : 224,50€ au lieu de 224,51€ ; contrairement à ce qui est indiqué dans le grand-livre des dépenses, l'envoi de recommandé du 28/09/2022 ne s'élève pas à 123,56€ mais bien à 123,55€ (ext. BNP n° 2022-009, op. 0064) ;
- Remarque :
 - L'exercice comptable d'une fabrique s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Même s'il existe une tolérance en la matière, les opérations du 08/03/2023 et 14/03/2023, comptabilisées en 2022, sont bien trop tardives ;
- Balance générale :
 - Total Recettes : 13.745,02€
 - Total Dépenses : 8.300,61€
 - Boni : 5.444,41€ ;

Considérant que l'examen du compte 2022 de la Fabrique d'église de Crehen fait par le service Finances soulève la même remarque que celle émise par l'Evêché concernant l'article D46 (frais de correspondance) et qui est mentionnée ci-dessus ; que le service Finances tient également à souligner la bonne tenue des comptes ;

Considérant que la modification apportée au compte 2022 de la Fabrique d'église au niveau de l'article D46 (frais de correspondance) modifie dès lors les totaux des postes suivants :

- D46 – Frais de correspondance : 224,50 € au lieu de 224,51 € ;
- Total des dépenses ordinaires Ch. II : 5.464,81 € au lieu de 5.464,82 € ;
- Total de toutes les dépenses ordinaires : 6.951,46 € au lieu de 6.951,47 € ;
- Total général des dépenses : 8.300,61 € au lieu de 8.300,62 €.
- Les modifications précitées entraînent une modification du boni du compte, reflétant la réalité ; celui-ci étant porté au montant de 5.444,41 € au lieu de 5.444,40 €.

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) et 1 abstentions (VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} – de réformer, comme suit, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Sainte-Gertrude de Crehen :

Article	Libellé	Montant prévu par F.E. dans le compte 2022	Montant à inscrire après réformation du compte 2022
D46	Frais de correspondance	224,51 €	224,50 €
Total des dépenses ordinaires Chapitre II		5.464,82 €	5.464,81 €
Total de toutes les dépenses ordinaires		6.951,47 €	6.951,46 €
Total général des dépenses		8.300,62 €	8.300,61 €
Boni de l'exercice		5.444,40 €	5.444,41 €

Article 2 – De clôturer comme suit, après les réformations mentionnées à l'article 1^{er}, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Sainte-Gertrude de Crehen :

	Recettes		Dépenses		Solde
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
Compte 2022	10.788,33 €	2.956,69 €	6.951,46 €	1.349,15 €	Boni
Totaux	13.745,02 €		8.300,61 €		5.444,41 €

Article 3 – De transmettre la présente délibération au chef de diocèse ainsi qu'à la Fabrique d'église de Crehen.

24. Fabrique d'église de Grand-Hallet - Compte pour l'exercice 2022 - Réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des :

- 26 août 2021 réformant le budget de la Fabrique d'église de Grand-Hallet, préalablement approuvé par le Chef Diocésain en date du 2 août 2021 ;
- 15 décembre 2022 approuvant la modification budgétaire n°1 (exercice 2022) de la Fabrique d'église de Grand-Hallet, préalablement approuvée par le Chef Diocésain en date du 17 novembre 2022 ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Grand-Hallet approuvé par son Conseil de fabrique en sa séance du 4 avril 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain du 18 avril 2023, arrêtant et approuvant le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Grand-Hallet, sous réserve des corrections et des remarques suivantes :

- Corrections :
 - D6d *Fleurs* : 300,35€ au lieu de 300,25€ : erreur de retranscription, sans incidence sur le total
 - D15 *Achat de livres liturgiques ordinaires* : 149,00€ au lieu de 90,00€ ; un abonnement à la revue « Prions en Eglise » (59,00€) du 03/01/2022 n'a pas été comptabilisé (cf. ext. n° 0001/19).
- Remarque :
 - L'exercice comptable d'une fabrique s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Même s'il existe une tolérance en la matière, les opérations du 03/04/2023 sont normalement bien trop tardives pour être comptabilisées en 2022
- Total Recettes : 13.398,89 €
Total Dépenses : 10.241,74 €
Boni : 3.157,15 €

Considérant que l'examen du compte 2022 de la Fabrique d'église de Grand Hallet, effectué par le service Finances, soulève les remarques suivantes :

- D6d – *Fleurs* : erreur de retranscription du montant sans incidence sur le total des dépenses arrêtées par l'Evêque Chapitre I ;
- D37 – Supplément du traitement au vicaire : Changement d'article vers le D50h (création d'un nouveau poste « Erreur de retrait, de carte bancaire ») ;
- D41 – Remises allouées au trésorier : léger dépassement. A l'avenir, veiller à respecter la limite à ne pas dépasser ;
- D50h – Erreur de retrait, de carte bancaire : reprise de la dépense qui était en D37 ;
- Les modifications précitées en sus de celles émises par l'Evêché, modifient dès lors les totaux des postes suivants :
 - D6d – *Fleurs* : 300,35€ au lieu de 300,25€ ;
 - D15 – *Achat de livres liturgiques* : 149,00€ au lieu de 90,00€ ;
 - Total des dépenses arrêtées par l'Evêque (Chapitre I) : 4.504,25€ au lieu de 4.445,25€ ;
 - D37 – Supplément du traitement au vicaire : 0,00 € au lieu de 143,34 € ;
 - D50h – Erreur de retrait, de carte bancaire : 143,34 € au lieu de 0,00 € ;
 - Total des dépenses : 10.241,74€ au lieu de 10.182,74€ ;
 - Boni du compte : 3.157,15€ au lieu de 3.216,15 € ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) et 1 abstentions (VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} – De réformer, comme suit, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint-Blaise de Grand-Hallet :

Article	Libellé	Montant prévu par F.E. dans le compte 2022	Montant à inscrire après réformation du compte 2022
D6d	Fleurs	300,25€	300,35€
D15	Achat de livres liturgiques	90,00€	149,00€
Total des dépenses arrêtées par l'Evêque (Chapitre I)		4.445,25€	4.504,25€
D37	Supplément du traitement au vicaire et non pas Erreur de retrait, de carte bancaire comme indiqué par la F.E. dans son compte 2022	143,34 €	0,00 €
D50h	Erreur de retrait, de carte bancaire	0,00 €	143,34 €
Total général des dépenses		10.182,74 €	10.241,74 €
Boni de l'exercice		3.216,15 €	3.157,15 €

Article 2 – De clôturer comme suit, après les réformations mentionnées à l'article 1^{er}, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint Blaise de Grand Hallet :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Solde
Compte 2022	10.596,45 €	2.802,44 €	10.241,74 €	0,00 €	Boni
Totaux	13.398,89 €		10.241,74 €		3.157,15 €

Article 3 – De transmettre la présente délibération au chef de diocèse ainsi qu'à la Fabrique d'église de Grand Hallet.

25. Fabrique d'église de Petit-Hallet - Compte pour l'exercice 2022 - Réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu les arrêtés du Conseil Communal des :

- 23 septembre 2021 approuvant le budget 2022 de la Fabrique d'église de Petit-Hallet, préalablement arrêté et approuvé avec remarque et corrections par le Chef Diocésain en date du 23 août 2021 ;
- 27 octobre 2022 approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Petit-Hallet, préalablement arrêté et approuvé, sans remarque ni correction, par le Chef Diocésain en date du 20 septembre 2022 ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Petit-Hallet approuvé par son Conseil de Fabrique en sa séance du 03 avril 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain daté du 13 avril 2023, transmis par voie électronique à la Ville de Hannut et reçu par elle en date du 18 avril 2023, arrêtant et approuvant le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Petit-Hallet sous réserve des modifications et/ou remarques suivantes :

- Le dossier présente toutes les pièces justificatives nécessaires à notre contrôle ;
- Modifications :
 - D5 : Electricité : 414€ au lieu de 387€, soit une différence de 27€
 - D50 : frais bancaires : 30€ au lieu de 22,50€, soit une différence de 7,50€
- Remarques :
 - Certaines dépenses sont reprises dans les comptes de 2022 alors qu'elles sont débitées du compte bancaire en 2023. Toutefois, une tolérance existe.
Néanmoins, certaines opérations allant jusqu'au 24/03/2023 sont trop tardives.
Le trésorier veillera à l'avenir à respecter au mieux le calendrier annuel, à savoir du 1^{er} janvier au 31 décembre, dans la mesure du possible.
- Balance générale :
 - Total Recettes : 17.828,70 €
 - Total Dépenses : 12.233,31 €
 - Boni : 5.595,39 €

Considérant que l'examen du service Finances soulève les mêmes remarques que celles émises par l'Evêché et qui sont mentionnées ci-dessus ;

Considérant que les modifications précitées modifient dès lors les totaux des postes ci-dessous :

- D05 – Electricité : 414,00 € au lieu de 387,00 € ;
- Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 4.385,18 € au lieu de 4.358,18 € ;
- D50d – Frais bancaires : 30,00 € au lieu de 22,50 € ;
- Total des dépenses ordinaires Ch. II : 7.598,13 € au lieu de 7.590,63 € ;
- Total des dépenses ordinaires : 11.983,31€ au lieu de 11.948,81 € ;
- Total général des dépenses : 12.233,31 € au lieu de 12.198,81 € ;
- Les modifications précitées entraînent une modification du boni du compte, reflétant la réalité ; celui-ci étant porté au montant de 5.595,39 € au lieu de 5.629,89 €.

Considérant qu'il convient dès lors de réformer le compte 2022 de la Fabrique d'église de Peit-Hallet afin d'y insérer les modifications susmentionnées ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques,

DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) et 1 abstentions (VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} – de réformer, comme suit, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint-Lambert de Petit-Hallet :

Article	Libellé	Montant prévu par F.E. dans le compte 2022	Montant à inscrire après réformation du compte 2022
D05	Electricité	387,00 €	414,00 €
Total des dépenses arrêtées par l'Evêque		4.358,18 €	4.385,18 €
D50d	Frais bancaires	22,50 €	30,00 €
Total des dépenses ordinaires Ch. II		7.590,63 €	7.598,13 €
Total des dépenses ordinaires		11.948,81 €	11.983,31 €
Total général des dépenses		12.198,81 €.	12.233,31 €
Boni de l'exercice		5.629,89 €	5.595,39 €

Article 2 – de clôturer comme suit, après les réformations mentionnées à l'article 1^{er}, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint-Lambert de Petit-Hallet :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Solde
Compte 2022	15.967,94 €	1.860,76 €	11.983,31 €	250,00 €	Boni
Totaux	17.828,70 €		12.233,31 €		5.595,39 €

Article 3 – De transmettre la présente délibération au chef de diocèse ainsi qu'à la Fabrique d'église de Petit-Hallet.

"M. Niels s'Heeren, intéressé par la décision, ne participe pas à la discussion et au vote du point suivant"

26. Fabrique d'église d'Avin - Compte pour l'exercice 2022 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu l'approbation par expiration du délai de tutelle du budget pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église d'Avin, préalablement approuvé sans remarque ni correction par le Chef Diocésain en date du 24 juin 2021 ;

Vu l'approbation du Conseil Communal du 15 décembre 2022 approuvant la modification budgétaire n°1 2022 de la Fabrique d'église d'Avin, préalablement approuvé par le Chef Diocésain en date du 10 novembre 2022 ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église d'Avin approuvé par son Conseil de fabrique en sa séance du 2 avril 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain du 18 avril 2023 arrêtant et approuvant sans remarque le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église d'Avin :

- Balance générale :
 - Total Recettes : 31.871,29 €
 - Total Dépenses : 27.076,33 €
 - Boni : 4.794,96 € ;

Considérant que l'examen du compte 2022 de la Fabrique d'église d'Avin effectué par le service Finances ne soulève aucune remarque ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 20 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) et 1 abstentions (VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint- Etienne d'Avin qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Total
Compte 2022	21.140,63 €	10.730,66 €	19.429,07 €	7.647,26 €	Boni
Total	31.871,29 €		27.076,33 €		4.794,96 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église d'Avin.

27. Fabrique d'église de Hannut - Compte pour l'exercice 2022 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu l'approbation du budget pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église par expiration du délai ;

Vu les arrêtés du Conseil Communal des :

- 25 août 2022 approuvant la modification budgétaire n°1 de la Fabrique d'église de Hannut, préalablement approuvé, sans remarque, par le Chef Diocésain en date du 27 juin 2022 ;
- 15 décembre 2022 approuvant la modification budgétaire n°2 de la Fabrique d'église de Hannut, préalablement approuvée par le Chef Diocésain en date du 09 novembre 2022 ;

Vu le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Hannut approuvé par son Conseil de fabrique en sa séance du 29 mars 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain du 24 avril 2023, arrêtant et approuvant, sans remarques, le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église de Hannut :

- Récapitulatif :
 - Solde du compte 2021 : 8.871,09 €
 - Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 40.838,11 €
 - Total général des dépenses : 182.317,72 €
 - Total général des dépenses : 168.485,28 €
 - Résultat du compte 2022 : 13.832,44 €

Considérant que l'examen du compte 2022 de la Fabrique d'église de Hannut, effectué par le service Finances, ne soulève aucune remarque ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) et 1 abstentions (VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver le compte pour l'exercice 2022 de la Fabrique d'église Saint Christophe de Hannut qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Total
Compte 2022	80.034,63 €	102.283,09 €	75.073,28 €	93.412,00 €	Boni
Total	182.317,72 €		168.485,28 €		13.832,44 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église de Hannut.

28. Fabrique d'église de Bertrée - Budget pour l'exercice 2023 - Modification n°1 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 août 2022 réformant le budget pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Bertrée, préalablement approuvé, sous réserve de modifications, par le Chef diocésain en date du 14 juillet 2022 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Bertrée du 5 avril 2023, approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023, sollicitant un subside complémentaire de 610,00 € au service ordinaire et 2.750,00 € au service extraordinaire dans le cadre des travaux de débouchage et remplacement des descentes d'eau de l'église ;

Vu l'Arrêté du 18 avril 2023 du Chef diocésain, approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Bertrée, sans remarques :

Récapitulatif	
Supplément communal	5.936,20 €
Résultat présumé	3.063,80 €
Total des dépenses arrêtées par l'Evêque	4.560,00 €
Total général des recettes	13.175,00 €
Total général des dépenses	13.175,00 €
Equilibre du budget 2023	0,00 €

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023, par le service Finances ne soulève aucune remarque complémentaire ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) **et 1 abstentions** (VOLONT Johan) ; **DECIDE** :

Article 1^{er} – d'approuver la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'Eglise Saint Pierre de Bertrée qui se clôture comme suit :

	Recettes	Dépenses	
--	-----------------	-----------------	--

	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Solde
MB 1/2023	7.361,20 €	5.813,80 €	10.425,00 €	2.750,00 €	Equilibre
Totaux	13.175,00 €		13.175,00 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église Saint Pierre de Bertrée.

29. Fabrique d'église de Hannut - Budget pour l'exercice 2023 - Modification n°1 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la décision du Conseil communal du 29 septembre 2022 réformant le budget pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Hannut, préalablement approuvé, sans remarques, par le Chef diocésain en date du 22 août 2022 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Hannut du 29 mars 2023, approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 sollicitant un subside extraordinaire pour les frais d'honoraires d'auteur de projet dans le cadre de la rénovation et la réparation de la toiture des deux nefs de l'église paroissiale ;

Vu l'Arrêté du 18 avril 2023 du Chef diocésain, approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Hannut, sans aucune remarque :

- Supplément communal : 68.922,55 € ;
- Résultat présumé : 3.954,95 € ;
- Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 45.080,00 €
- Total général des recettes : 185.766,50 € ;
- Total général des dépenses : 185.766,50 € ;
- Equilibre du budget 2023 : 0,00 €

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023, par le service Finances ne soulève aucune remarque complémentaire ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 21 voix pour (DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, RENARD Jacques, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine) **et 1 abstentions** (VOLONT Johan) ; **DECIDE :**

Article 1^{er} – d'approuver la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'Eglise Saint Christophe de Hannut qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		Solde
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
MB 1/2023	76.399,55 €	109.366,95 €	80.354,50 €	105.412,00 €	Equilibre
Totaux	185.766,50 €		185.766,50 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église Saint Christophe de Hannut.

30. Commission consultative communale de l'aménagement du territoire et de la mobilité (en abrégé, CCATM) - Modification de l'ordre de suppléance dans le quart communal - Décision

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu le Code du développement du territoire, et particulièrement les articles D.I.7 à D.I.10 et R.1.1.1 à R.I.10.5,

Vu la délibération du Conseil communal du 25 avril 2019 désignant le président et les membres de la Commission communale d'aménagement du territoire et de la Mobilité (CCATM) et adoptant son nouveau règlement d'ordre intérieur ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 juillet 2019 approuvant le renouvellement de la CCATM dont la composition ainsi que le nouveau règlement d'ordre intérieur sont contenus dans la délibération du Conseil du 25 avril 2019 ;

Considérant sa notification du 24 juillet 2019 réceptionnée le 25 juillet 2019 ;

Considérant qu'au vu de la population hannutoise, la commission est composée de 12 membres et d'un président;

Considérant que le CoDT dispose que la CCATM comprend un quart de membres délégués par le Conseil communal;

Considérant que la composition actuelle prévoit notamment que Monsieur Eric Docquier est membre effectif, son premier suppléant étant Monsieur François Dossogne et son second suppléant étant Monsieur Jean-Yves Devillers;

Considérant que suite à la sollicitation commune des partis Ecolo, H+ et PS, et au vu de leurs accords, il convient d'opérer une tournante et de modifier cet ordre de suppléance;

Considérant que les modifications futures dans la composition de la CCATM devront être approuvées par le Conseil communal et communiqués pour information à l'autorité de tutelle, à l'exception des modifications dans le quart communal qui doivent être validées par arrêté ministériel ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er - De désigner Monsieur François Dossogne en tant que membre effectif, Monsieur Jean-Yves Devillers en qualité de premier membre suppléant et Monsieur Eric Docquier en qualité de second membre suppléant.

Article 2 - D'adapter le tableau concernant l'effectif 3 de la manière suivante:

Effectif 3		François Dossogne
	suppléant 3/1	Jean-Yves Devillers
	suppléant 3/2	Eric Docquier

Article 3 - Cette désignation est valable jusqu'à la fin de la législature 2018-2024.

Article 4 - Le présent arrêté sera transmis au département "cadre de vie" en charge du service de l'aménagement du territoire ainsi qu'aux nouveaux représentants désignés.

31. PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie - Désignation d'un auteur de projet - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) et les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicataires ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 janvier 2023 approuvant la modification du plan d'investissement communal – PIC-PIMACI 2022-2024 ;

Considérant le courrier de redistribution de l'inexécuté du Service Public de Wallonie, Département des Infrastructures subsidiées, en date du 22 février 2023, nous avertissant qu'un subside de 892.817,59 € nous a été octroyé pour réaliser le PIC-PIMACI 2022-2024 ;

Considérant le courrier du Service Public de Wallonie, Département des infrastructures subsidiées, en date du 5 mai 2023, approuvant le plan d'investissement communal – programmation pluriannuelle 2022 -2024 ;

Considérant que dans cette liste est repris le remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie ;

Considérant que la S.P.G.E. (via l'A.I.D.E.) exige que ces travaux soient réalisés ;

Considérant que les travaux de remplacement de l'égouttage engendreront un chapitre spécifique au cahier des charges, une étude du pourcentage de subsidiation et de répartition des coûts ;

Considérant que les travaux nécessiteront la réalisation d'emprises en domaine privé ;

Considérant que les travaux nécessiteront la réalisation de plans d'emprises, de plans terriers et de plans profils de la voirie ;

Considérant que les travaux nécessiteront la réalisation d'une campagne d'essais préalables, ainsi que des essais à posteriori (portance du sol, pollution, ...) ;

Considérant la nouvelle réglementation concernant le transport et la traçabilité des terres excavées ;

Considérant le niveau d'expérience de l'A.I.D.E. dans la réalisation et le suivi de dossiers dans le cadre des plans d'investissements communaux du Service Public de Wallonie ;

Considérant le cahier des charges N° 4.5.36.2023-01 relatif au marché "PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie - Désignation d'un auteur de projet" établi par l'A.I.D.E., portant sur l'étude, la direction et la surveillance des travaux ;

Considérant que les coûts relatifs aux travaux de voirie sont payés par la Ville de Hannut, rue de Landen 23 à 4280 Hannut, et que le montant estimé s'élève à 300.450,00 € hors T.V.A. / 363.544,50 €, 21 % T.V.A comprise ;

Considérant que les coûts relatifs aux travaux d'égouttage sont payés par la S.P.G.E. et que le montant estimé s'élève à 1.821.480,00 € hors T.V.A. / 2.203.990,80 €, 21 % T.V.A. comprise ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que l'A.I.D.E. exécutera la procédure et interviendra au nom de la Ville de Hannut à l'attribution du marché ;

Considérant que les frais d'étude sont subsidiés à concurrence de 60 %, par le Service Public de Wallonie, Département des Infrastructures subsidiées, boulevard du Nord 8 à 5000 Namur ;

Considérant que le montant estimé de la part communale de ce marché s'élève à 20.377,35 € hors TVA ou 24.656,59 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que l'A.I.D.E. exécutera la procédure et interviendra au nom de la Ville de Hannut à l'attribution du marché ;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée sans publication préalable de 140.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 421/735-60 (n° de projet 20230016) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier émis en date du 15 mai 2023 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article 1er – De passer un marché conjoint avec l'A.I.D.E. pour la désignation d'un bureau d'études devant réaliser l'étude, la direction et la surveillance des travaux de remplacement d'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de la voirie.

Article 2 - D'approuver le cahier des charges N° 4.5.36.2023-01 et le montant estimé du marché "PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie - Désignation d'un auteur de projet", établis par l'A.I.D.E. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé de la part communale s'élève à 20.377,35 € hors TVA ou 24.656,59 €, 21% TVA comprise.

Article 3 – De choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché.

Article 4 – La S.P.G.E. prendra financièrement en charge les coûts relatifs aux travaux d'égouttage dans le cadre de ce marché.

Article 5 – La Ville de Hannut, rue de Landen 23 à 4280 Hannut prendra financièrement en charge les coûts relatifs aux travaux de voirie dans le cadre de ce marché.

Article 6 – De mandater l'A.I.D.E. pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de la Ville de Hannut, à l'attribution du marché.

Article 7 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 421/735-60 (n° de projet 20230016)."

32. Procès-verbal de la séance publique du 27 avril 2023 - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement ses articles L 1122-16, L 1132-1 et L 1132 -2 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2019, modifiée les 18 novembre 2021 et 23 mars 2023 adoptant un règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, et plus particulièrement ses articles 48 et 49 ;

Considérant que le procès-verbal des délibérations en séance publique du Conseil communal du 27 avril 2023 a été dressé par la Directrice générale afin d'en conserver acte ;

Considérant que ledit procès-verbal est mis à disposition des conseillers communaux 7 jours francs au moins avant le jour de la séance ;

Considérant que la réunion du Conseil communal du 25 mai 2023 s'est écoulée sans observation sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente ;

A l'unanimité ; DECIDE :

Article unique - D'approuver le procès-verbal de la séance précédente.

Fin de séance : 21h15

Par le Conseil communal :

Le Secrétaire,

Le Président,

Amélie DEBROUX.
Directrice générale.

Emmanuel DOUETTE.
Député-Bourgmestre.